



# **Pôle de Recherche Appliquée pour le Développement des Savanes d'Afrique Centrale**

---

## **Rapport de mission**

**Conseil de gestion dans le cadre du projet d'Appui à la  
recherche régionale pour le développement durable  
des savanes d'Afrique centrale (ARDESAC)**

**Garoua, 28 janvier – 3 février 2007**

Par

Michel Havard, CIRAD, Cameroun

Emmanuel Mbétid-Bessane, Université Bangui, République Centrafricaine

Djondang Koye, ITRAD, Tchad

Djonnéwa André, IRAD Cameroun

Mars 2007

## Résumé

Le travail de programmation du projet d'Appui à la recherche régionale pour le développement durable des savanes d'Afrique centrale (ARDESAC) initié en 2004 s'est concrétisé par le lancement de 13 programmes de recherche, dont le programme 2.1. « *Dynamique des systèmes de production et accompagnement des acteurs* » : i) Dynamiques des systèmes de production et innovations, ii) Adaptation et modalités de transfert du conseil de gestion au développement ; iii) Accompagnement des organisations de producteurs. Cependant, le Comité Scientifique Consultatif de mai 2006 a regretté que les activités sur le conseil à l'exploitation familiale (CEF) n'apparaissent pas. Il a encouragé « *les chercheurs de l'axe 2 à poursuivre les efforts d'amélioration de ce dispositif en vue de progresser davantage dans l'élaboration d'outils d'aide à la décision pour les exploitations et dans la vulgarisation agricole* ».

La présente mission réalisée à Garoua du 28 février au 3 mars par les animateurs de ce programme dans les trois pays et un chercheur du CIRAD représentant les partenaires scientifiques internationaux vise à faire le point des activités de ce programme et à réfléchir à la place du CEF en vue notamment de mieux valoriser les acquis du Pôle de Recherche Appliquée au Développement des Savanes d'Afrique Centrale (PRASAC) dans ce domaine.

A partir de l'analyse approfondie des activités menées au Cameroun, et plus particulièrement sur Garoua, la mission a fait le point des activités, et formulé des propositions pour les trois pays : Cameroun, Tchad, République Centrafricaine (RCA).

Le programme 2.1 d'ARDESAC apparaît au moins aussi ambitieux que la Composante Conseil de Gestion du PRASAC entre 1999 et 2002. Mais, les ressources financières (ARDESAC et autres financements) effectivement mobilisées sont moins importantes et les ressources humaines sont en diminution. Il en résulte que seulement la moitié des activités prévues a été initiée et sur des thématiques différentes dans chaque pays : i) au Cameroun, l'accent est mis sur les dynamiques des systèmes de production et sur la co-construction des innovations, ii) au Tchad : l'accent est mis sur les dynamiques des systèmes de production et le diagnostic des organisations paysannes (OP), iii) en RCA, l'accent est mis sur les dynamiques des systèmes de production, la co-construction des innovations et l'accompagnement des OP. Confirmant le constat du Comité Scientifique, la mission relève qu'aucune activité sur le CEF n'a été initiée au Tchad et en RCA. Seuls quelques tests de la démarche et le suivi de l'expérience CEF par la Société de Développement du coton (SODECOTON) ont été réalisés au Cameroun en 2006. Il est important pour continuer la capitalisation des acquis que le programme 2.1 accompagne cette expérience qui se poursuit en 2007. La mission relève aussi une coordination et une animation insuffisantes de l'axe 2 au niveau régional et du programme 2.1 particulièrement au Cameroun et au Tchad.

De manière globale pour l'ARDESAC, la mission propose que les animateurs régionaux des programmes et des axes mettent un accent sur leur rôle d'animation, d'abord en systématisant les échanges par mail, mais aussi en ayant la possibilité de se rendre au moins une fois l'an dans les trois pays afin de pouvoir assurer effectivement leur rôle d'animation, et que les Délégués Nationaux veillent à ce que les chercheurs respectent leurs engagements et travaillent ensemble.

Pour 2007, la mission propose de réajuster l'ensemble des activités du programme 2.1 aux moyens humains et financiers disponibles.

1. Les chercheurs doivent se préparer pour le Comité Scientifique d'avril en mettant l'accent sur la rédaction des documents afin de pouvoir y présenter des connaissances nouvelles sur les stratégies adaptatives des producteurs, la co-construction des innovations, le fonctionnement des OP de base.

2. La priorité des chercheurs doit porter sur la consolidation des activités en cours. La mise en œuvre de nouvelles activités, même prévues dans la programmation ARDESAC, doit être liée à des financements et ressources humaines nouvelles.

3. Les chercheurs doivent aussi accorder une importance particulière à la valorisation des travaux par la rédaction d'articles sur les exploitations, et le transfert de la démarche de CEF à des opérateurs, la réalisation d'une synthèse sur les diagnostics des OP, la présentation de communications à colloques sur les exploitations, les contraintes de fonctionnement des OP, le conseil à l'exploitation familiale, etc.

**Mots clés :** Dynamiques des systèmes de production, Accompagnement des acteurs, Conseil à l'exploitation familiale, Prasad, Cameroun, Tchad, République Centrafricaine

## Sommaire

1	Introduction .....	1
2	Rappel sur le programme 2.1 « Dynamique des Systèmes de Production et Accompagnement des Acteurs » .....	1
2.1	Contexte et enjeux de développement.....	1
2.2	Objectifs du programme 2.1.....	2
2.3	Acquis et lacunes .....	2
2.4	Résultats scientifiques et produits.....	3
2.5	Les zones d'interventions et les partenariats envisagés.....	3
2.6	Les ressources humaines .....	3
2.7	Les projets du programme 2.1. ....	5
2.7.1	<i>Dynamique des Systèmes de Production et Innovations</i> .....	5
2.7.2	<i>Adaptation et modalités de transfert du CEF au développement</i> .....	5
2.7.3	<i>Accompagnement des organisations de producteurs</i> .....	6
3	Les activités en cours du programme 2.1 .....	7
3.1	Au Cameroun .....	8
3.1.1	<i>Dynamique des systèmes de production et innovations</i> .....	9
3.1.2	<i>Adaptation et modalité de transfert du CEF au développement</i> .....	11
3.1.3	<i>Accompagnement des organisations de producteurs</i> .....	18
3.2	Au Tchad .....	20
3.2.1	<i>Dynamique des systèmes de production et innovations</i> .....	20
3.2.2	<i>Adaptation et modalités de transfert du CEF au développement</i> .....	21
3.2.3	<i>Accompagnement des organisations de producteurs</i> .....	21
3.3	En République Centrafricaine (RCA) .....	21
3.3.1	<i>Dynamique des systèmes de production et innovations</i> .....	22
3.3.2	<i>Adaptation et modalités de transfert du CEF au développement</i> .....	22
3.3.3	<i>Accompagnement des organisations de producteurs</i> .....	22
4	Conclusion et perspectives .....	23
4.1	Conclusion.....	23
4.2	Perspectives.....	24
4.3	Travaux de valorisation en 2007 .....	26
	Annexe 1. Calendrier de la mission.....	27
	Annexe 2. Bibliographie sur les exploitations agricoles et le conseil à l'exploitation familiale (PRASAC et ARDESAC) .....	28
	Annexe 3. Termes de référence mission « Conseil de Gestion » ARDESAC .....	34
	Annexe 4. Conseil aux exploitations agricoles familiales. Approche conseil individuel (Année 3 et plus) .....	36
	Annexe 5. Module 1: Contrat de production agricole (Mbétid-Bessane E., Nzango J., Voheyande M.B.) .....	48
	Annexe 6. Module 2 : Contrat de commercialisation de poissons (Mbétid-Bessane E., Nzango J., Voheyande M.B.).....	49
	Annexe 7. Module 3 : Gestion de stocks (Mbétid-Bessane E., Nzango J., Voheyande M.B.) .....	50

## **Liste des tableaux**

Tableau 1. Les ressources humaines du programme 2.1 affichées dans chaque pays (en bleu, la disponibilité des ressources affichées pour 2006-2007).....	3
Tableau 2. Le point sur les activités initiées par le programme 2.1. fin 2006.....	24

## **Liste des encadrés**

Encadré 1 Discussions avec l'animateur de l'axe 1 lors de la mission .....	10
Encadré 2. Quelques éléments des discussions de la mission avec un GPA .....	16
Encadré 3. Quelques éléments des discussions de la mission avec un CDS et un CDZ .....	16

## **Liste des figures**

Figure 1. Les villages de référence de l'ARDESAC .....	4
--	---

## Liste des sigles et abréviations

ACDA	Agence Centrafricaine de Développement Agricole	GPM	Groupeement de Producteurs avec Mandat de Gestion
ANDE	Agence Nationale pour le Développement de l'Elevage	ICRA	Institut Centrafricain de Recherche Agricole
APROSTOC	Association des Producteurs Stockeurs de Céréales	IRAD	Institut de Recherche Agricole pour le Développement
ARDESAC	Appui à la recherche régionale pour le développement durable des savanes d'Afrique centrale	ITRAD	Institut Tchadien de Recherche Agricole pour le Développement
ATD	Assistant Technique Direct	LEC	Lutte Etagée Ciblée
BELACD	Bureau d'Etude et de Liaison des Actions Caritatives et de Développement	LRZV	Laboratoire de Recherche Zootechnique et Vétérinaire
CDG	Conseil de Gestion	MAE	Ministère des Affaires Etrangères
CDR	Chef de Région	MEADEN	Mission d'études et d'aménagement pour le développement du Nord (Cameroun)
CDS	Chef de Secteur	ONFR	Office National de Développement Rural
CDZ	Chef de Zone	ONG	Organisation Non Gouvernementale
CECADEC	Centre Chrétien d'Appui au Développement Communautaire	OP	Organisation de Producteurs
CEF	Conseil à l'exploitation familiale	OPCC	Organisation des Producteurs de Coton du Cameroun
CNEARC	Centre National d'Etudes Agronomiques des Régions Chaudes	PAOPSE	Projet d'Appui aux Organisations Professionnelles dans le Secteur de l'Elevage
CRD	Comité Recherche Développement	PARI	Professionnalisation Agricole et Renforcement Institutionnel
CRPA	Centre d'Appui à la Professionnalisation Agropastorale	PARSI	Partenaires Scientifiques Internationaux
CTP	Conseiller Technique Principal	PASR	Projet d'Appui au Secteur Rural
DAT	Diplôme d'Agronomie Tropicale	PNDP	Programme National de Développement Participatif
DEA	Diplôme d'Etude Approfondie	PNVRA	Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole
DPA	Direction de la Production Agricole	PRASAC	Pôle de Recherche Appliquée au développement des Savanes d'Afrique Centrale
DPGT	Développement Paysannal et Gestion de Terroirs	PRODALKA	Programme de Développement du Mayo-Dalla, Lac Léré et Kabia
DURAS	Promotion du Développement Durable dans les systèmes de Recherche Agricole du Sud	RCA	République Centrafricaine
EAAE	European Association of Agricultural Economists	SADEL	Service d'Appui au Développement Local
ESA	Eau-Sol-Arbre	SCAC	Service de Coopération et d'Action Culturelle
FASA	Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles	SEMRY	Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture à Yagoua
FEPRODEX	Fédération des Producteurs d'oignons de l'Extrême-Nord	SFER	Société Française d'Economie Rurale
FNEC	Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains	SOCADETEX	Société Centrafricaine de Développement des Textiles
GIC	Groupeement d'Initiative Commune	SODECOTON	Société de Développement du Coton
GPA	Groupeement de Producteurs Autonome	TDR	Termes de Référence
GPB	Groupeement de Producteurs avec Mandat de Base		

# 1 Introduction

Depuis 2004, le travail de programmation de l'ARDESAC s'est concrétisé par le lancement de 13 programmes de recherche, dont le programme « *Dynamique des systèmes de production et accompagnement des acteurs* » (P21), qui comprend trois projets :

- P211 : Dynamiques des systèmes de production et innovations
- P212 : Adaptation et modalités de transfert du conseil de gestion au développement
- P213 : Accompagnement des organisations de producteurs

Le Comité Scientifique Consultatif (Maroua, mai 2006) a constaté que le Conseil de gestion, n'était plus pris en compte dans le projet ARDESAC. Il encourageait donc « *les chercheurs de l'axe 2 à poursuivre les efforts d'amélioration de ce dispositif en vue de progresser davantage dans l'élaboration d'outils d'aide à la décision pour les exploitations et dans la vulgarisation agricole* ».

La présente mission, réalisée par Michel Havard, Emmanuel Mbetid-Bessane, Koye Djondang, André Djonnéwa et Joseph Wey entre le 28 janvier et le 3 février (voir programme détaillé en annexe) s'inscrit dans ce cadre (voir TDR détaillés en annexes). Elle vise à :

- Faire un diagnostic de l'état de mise en œuvre du programme 2.1 et faire des propositions réalistes pour un meilleur fonctionnement ;
- Faire le point des activités dans le cadre de l'accompagnement des acteurs ;
- Réfléchir à la place du conseil de gestion au sein du programme 2.1 et établir les liens avec celui-ci au sein de toute la programmation scientifique d'ARDESAC, en vue notamment de mieux valoriser les acquis du PRASAC dans ce domaine.

La réflexion devra intégrer la dimension régionale du PRASAC. Le site de Garoua servira d'étude de cas.

Parallèlement à cette mission sur le conseil de gestion, deux autres missions d'animation des axes 1 et 2 de l'ARDESAC étaient réalisées, respectivement par Guy Florent Ankogui et Emmanuel Mbétid-Bessane. Ces trois missions ont été présentées au chef de la station polyvalente IRAD de Garoua (Célestin Klassou) le lundi 29 janvier.

Ce rapport, après un rappel des activités prévues dans le programme 2.1, fait le point des activités effectivement réalisées dans les trois pays. Ensuite, des propositions d'adaptation des activités sont formulées tenant compte des ressources humaines et financières disponibles, ainsi que des entretiens et rencontres avec les chercheurs du programme 2.1. et les partenaires.

## 2 Rappel sur le programme 2.1 « Dynamique des Systèmes de Production et Accompagnement des Acteurs »

### 2.1 Contexte et enjeux de développement

Les savanes d'Afrique centrale sont souvent assimilées à la zone cotonnière du fait qu'une très grande majorité des exploitants agricoles cultivent du coton, considéré comme leur principale source de revenus monétaires. Mais depuis plusieurs années la baisse des cours mondiaux du coton-fibre a engendré une grave crise de la filière coton.

Les exploitations sont aujourd'hui soumises à des bouleversements profonds et rapides de leur environnement avec la mondialisation et le désengagement progressif des structures étatiques chargées du financement et de l'encadrement agricoles. Face à ces mutations, les producteurs mettent en place diverses stratégies d'adaptation (recomposition des activités ; choix des cultures porteuses comme le maïs, le manioc, le niébé, l'arachide... ; techniques

culturelles intensives ; etc.) pour continuer à assurer leur production alimentaire et générer des revenus pour satisfaire les besoins financiers de la famille.

Suite au désengagement des structures étatiques de l'encadrement agricole, un grand nombre d'organisations de producteurs ont été mises en place par des organismes de développement et plusieurs ONG se sont créées hâtivement mais sur le terrain elles présentent beaucoup d'insuffisances par rapport à leur organisation et fonctionnement.

Ces mutations observées touchent 60 à 70% de la population dans la zone PRASAC et elles ont une incidence directe sur leur sécurité alimentaire et leurs revenus monétaires. Si les nouvelles dynamiques ne sont pas accompagnées par la recherche, elles pourraient avoir des conséquences néfastes sur les ressources naturelles telles que les sols, pâturages, eau, etc ; ce qui pourrait constituer un danger pour le développement durable de la zone des savanes d'Afrique centrale.

## **2.2 Objectifs du programme 2.1.**

- Produire et actualiser les connaissances sur la dynamique des systèmes de production, comprendre les mécanismes d'adoption des solutions techniques et mettre au point une démarche de co-construction des innovations.
- Répondre aux besoins spécifiques des différents acteurs en matière de conseil en exploitation et définir les modalités d'insertion du conseil dans les dispositifs des structures de développement.
- Améliorer les connaissances sur les organisations de producteurs et élaborer une démarche de conseil pour renforcer leurs capacités organisationnelles et de gestion.

## **2.3 Acquis et lacunes**

Les acquis techniques sont principalement constitués des dispositifs de recherche en milieu réel : exploitations agricoles suivies, groupes de producteurs en CEF

Les acquis méthodologiques sont de deux types : Méthodes et outils d'analyse des exploitations agricoles, méthode de Conseil en Exploitation Familiale (CEF) et modules pédagogiques.

Les acquis scientifiques sont de plusieurs types :

- Typologie et caractérisation des exploitations agricoles.
- Thèses sur les exploitations agricoles: Mbétid-Bessane en Centrafrique (2002), Djondang au Tchad (2003), Dounias (1998) et Njomaha (2004) au Cameroun.
- Travaux de Brossier et al. en France, de Kleene et al. en Afrique de l'Ouest et Bonnal et al. en Amérique latine sur le conseil à l'exploitation agricole.
- Travaux sur la structuration du monde rural et le développement coopératif en Afrique centrale (Ato, 1981 en Centrafrique, Mercoiret, 1994 et Balam Facho, 2002 au Tchad, Legile, 2002 au Cameroun) et en Afrique de l'Ouest (Ferraille et Rossin, 1992 en Côte d'Ivoire)

Pour les acquis du PRASAC, voir annexe 2. Bibliographie sur les exploitations agricoles et le CEF.

Les lacunes sont :

- Techniques ; peu d'acquis sur la co-construction des innovations et sur les causes de non-adoption des solutions techniques : par exemple Lutte étagée Ciblée (LEC) sur le cotonnier, techniques de restauration de la fertilité des sols... ;
- Méthodologiques ; la méthode de conseil existante est testée seulement sur quelques groupes de producteurs et ne prend pas en compte les besoins individuels en conseil ;
- scientifiques ; peu d'acquis sur les systèmes de production des zones non-cotonnières (zones rizicole, périurbaines...)

## 2.4 Résultats scientifiques et produits

Les résultats scientifiques attendus sont :

- Actualisation des connaissances sur les systèmes de production ;
- Meilleure connaissance des causes de non adoption des innovations ;
- Mise au point de la démarche de co-construction des innovations ;
- Adaptation de la méthode de conseil au besoin des acteurs ;
- Définition des modalités d'insertion du conseil dans les dispositifs des structures de développement ;
- Meilleure connaissance des Organisations des Producteurs (OP) ;
- Méthodes et outils de conseil aux OP ;
- Méthodes et outils d'évaluation de l'impact du CEF ;
- Publications, communications.

Les produits attendus sont les suivants :

- Typologie et trajectoire des systèmes de production ;
- Recueil de technologies disponibles ;
- Fiches technico-économiques et prototypes d'itinéraires techniques pour les spéculations porteuses ;
- Nouveaux outils de conseil de gestion pour les producteurs des spéculations porteuses ;
- Modalités organisationnelles et techniques d'insertion du CEF dans les organismes de développement ;
- Typologie et caractérisation des OP ;
- Conditionnalités pour la diffusion de la démarche de conseil aux OP ;

## 2.5 Les zones d'interventions et les partenariats envisagés

Cameroun : Zones cotonnière et non cotonnière (Sodecoton, OPCC, ESA, Semry, PNVRA, PARI) ;

Centrafrique : Zones cotonnière, agropastorale et périurbaine (SOCADETEX, FNEC, ACDA/PASR, ANDE / PAOPSE) ;

Tchad : Zones cotonnière, rizicole et périurbaine (PRODALKA, BELACD, SCMR, DURAS, CotonTchad, CECADEC).

## 2.6 Les ressources humaines

**Tableau 1. Les ressources humaines du programme 2.1 affichées dans chaque pays (en bleu, la disponibilité des ressources affichées pour 2006-2007)**

Pays	Personnes impliquées	Institution	Spécialité	Disponibilité 2006-2007 (ETC)
Cameroun (2006-2007, sept chercheurs impliqués mais à temps très partiels, soit 1,4 h/an)	Agueguia	IRAD wakwa	Agronomie	0
	Totoum	IRAD wakwa	Agronomie	0,8
	Njomaha	IRAD Maroua	Agro-économie	0.1
	Folefack	IRAD Maroua	Agro-économie	0.1
	Djonnewa	IRAD Maroua	Agronomie	souhaite réintégrer l'équipe
	Djamen	SADEL	Zootchnie	Responsable appui CEF Sodécoton
	Koulandi	IRAD Garoua	Sociologie	0
	Deffo	IRAD Wakwa	Economie	0.2
	Wey	IRAD Garoua	Agronomie	0.2



Pays	Personnes impliquées	Institution	Spécialité	Disponibilité 2006-2007 (ETC)
Centrafrique (2006-2007 trois chercheurs impliqués)	Vopeyandé	ICRA	Agronomie	1
	Toumabia	ICRA	Agronomie	0
	Grembombo	ICRA	Agro-nutrition	0
	Nzango	ICRA	Agronomie	1
	Leba	Université Bangui	Sociologie	0
	Gothoas	MAE	Zootéchnie	0
	Ouaïmon	ANDE	Santé animale	0
	Bembidé	ICRA	Zootéchnie	0
	Kafara	ICRA	Agronomie	0
	Sélengouma	ICRA	Agronomie	0
	Ganglaou	ICRA	Agronomie	0
	Benam	ICRA	Zootéchnie	0
	Mbéti-Bessane	Université Bangui	Agro-économie	1
Tchad	Naïtormaïdé Michel	ITRAD	Agronomie	6699
	Djondang Koye	ITRAD	Agro-économie	6699
	Réoungal Djinodji	ITRAD	Agronomie	6699
	Gadjibet Maurice	LRZV	Sociologie	6699
	Mbaïhornom	ITRAD	Agronomie	6699
	Mopaté	LRZV	Zootéchnie	6699

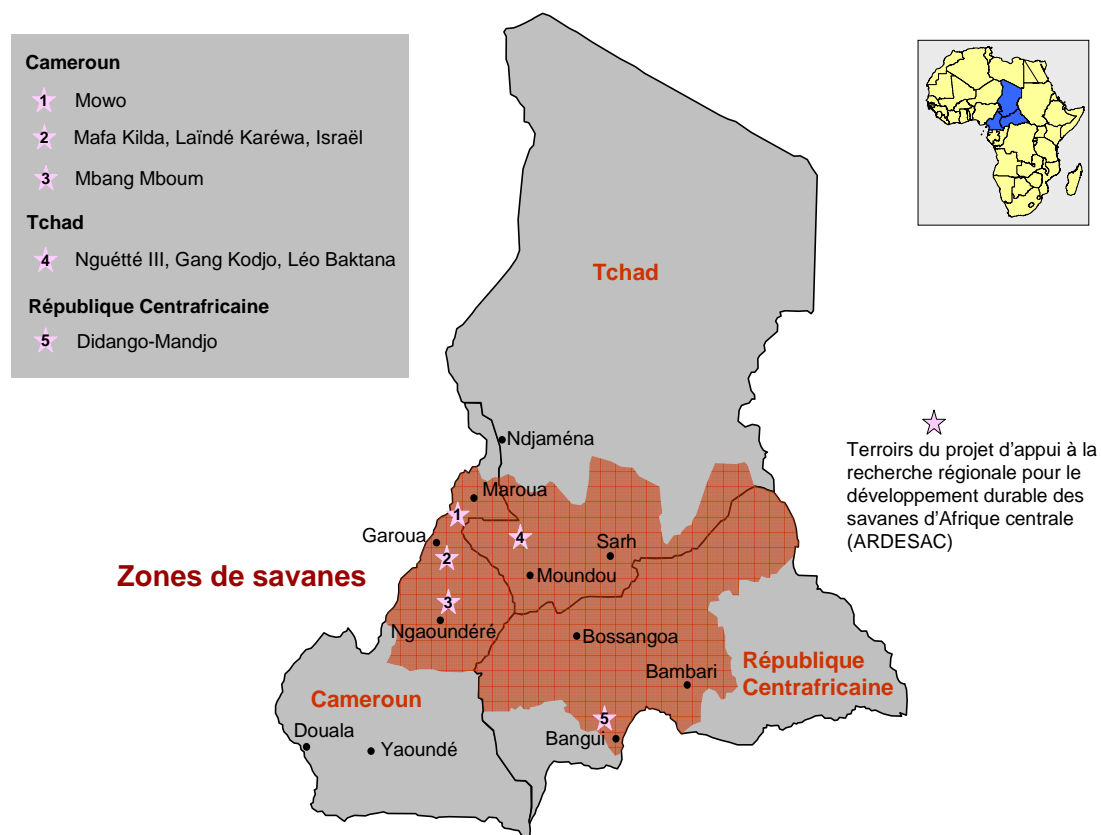


Figure 1. Les villages de référence de l'ARDESAC

## **2.7 Les projets du programme 2.1.**

### **2.7.1 Dynamique des Systèmes de Production et Innovations**

#### **Objectifs spécifiques**

Produire et actualiser les connaissances sur la dynamique des systèmes de production, comprendre les mécanismes d'adoption des solutions techniques et mettre au point une démarche de co-construction des innovations.

#### **Questions et hypothèses de recherche**

Q1 : Quelles nouvelles stratégies les exploitations agricoles développent-elles pour s'adapter aux nombreux changements qui apparaissent dans leur environnement ?

H1 : Les nouvelles stratégies adaptatives des exploitations seraient liées à leur mode de fonctionnement, leur trajectoire et leurs performances.

Q2 : Quelles actions et stratégies d'appui peut-on proposer pour accompagner les exploitations agricoles en utilisant un dispositif de concertation dans une recherche en partenariat qui débouche sur la co-construction d'innovations ?

H2 : La faible participation et implication des acteurs bénéficiaires au processus d'innovations serait à l'origine de leur faible taux d'adoption

#### **Démarche Méthodologique**

- Synthèse bibliographique ;
- Entretien semi-directif ;
- Bilan des innovations ;
- Recherche participative et en partenariat ;

#### **Résultats et produits attendus**

Résultats scientifiques :

- Meilleure connaissance de nouveaux systèmes de production ;
- Meilleure connaissance des causes de non adoption des innovations ;
- Mise au point de la démarche de co-construction des innovations ;
- Publications, communications.

Produits :

- Typologie et trajectoire des systèmes de production ;
- Fiches technico-économiques et prototypes d'itinéraires techniques pour les spéculations porteuses
- Recueil des technologies disponibles ;
- Modules pédagogiques ;

#### **Les opérations de recherche**

- Analyse des dynamiques de systèmes de production
- Mise au point d'une démarche de co-construction des innovations

### **2.7.2 Adaptation et modalités de transfert du CEF au développement**

#### **Objectifs spécifiques**

L'objectif du projet est de répondre aux besoins spécifiques des différents acteurs en matière de conseil en exploitation et de définir les modalités d'insertion du conseil dans les dispositifs des structures de développement. On entend par acteurs, les producteurs des différents systèmes de production et par structures de développement, les organisations paysannes,

les organisations non gouvernementales, les sociétés de développement et les services étatiques engagés dans la fourniture de services d'appui/conseil à leurs clientèles.

### **Questions et hypothèses de recherche**

Q1 : Quels ajustements faut-il apporter à la démarche du conseil pour satisfaire les besoins spécifiques des producteurs au niveau collectif et individuel ?

H1 : La mise au point d'une démarche adaptée pour le conseil de groupe et le conseil individuel pourrait améliorer significativement les performances des exploitations familiales.

Q2 : Quelles modalités organisationnelles et techniques pour faire passer le conseil d'une dimension de recherche à une échelle de développement ?

H2 : La définition des modalités pratiques de passage du conseil de la recherche au développement serait un préalable pour une insertion efficace de la méthode aux dispositifs d'appui aux producteurs.

Q3 : Quelles sont les variables pertinentes (et mesurables à un coût raisonnable) qui permettent d'évaluer l'impact du conseil au niveau de l'exploitation et de la société ?

H3 : Les données qui sont générées par les producteurs participants seraient utiles pour définir les indicateurs pertinents de l'impact du CEF aux niveaux de l'exploitation et de la société.

### **Démarche Méthodologique**

- Recherche participative et en partenariat ;
- Construction participative de la démarche de conseil ;
- Élaboration des outils en fonction des besoins ;
- Techniques d'animation ;
- Méthodes d'auto-évaluation des impacts à partir des données du conseil : analyse de la perception des acteurs, analyse technico-économique.

### **Résultats et produits attendus**

Résultats scientifiques :

- Méthodes et outils de conseil adaptés aux besoins des producteurs ;
- Publication, communication.

Produits :

- Innovations technico-économiques adoptables par différents types de producteurs ;
- Conditionnalités d'un CEF pouvant être financé dans la durée.

### **Opérations de recherche**

- Adaptation des méthodes de conseil aux besoins spécifiques des acteurs ;
- Insertion du CEF dans les dispositifs d'appui au développement.

## **2.7.3 Accompagnement des organisations de producteurs**

### **Objectifs spécifiques**

Ce projet vise une meilleure connaissance des organisations des producteurs (compréhension de leur structuration et fonctionnement) en vue d'élaborer une démarche de conseil pour renforcer leurs capacités organisationnelles et de gestion.

### **Questions et hypothèses de recherche**

Q1 : Quelles sont les causes du dysfonctionnement des OP qui les empêchent de devenir des structures efficaces de relais dans le processus de développement ?

H1 : Le dysfonctionnement des OP serait lié à leur origine exogène et à leurs objectifs fixés principalement par les partenaires (projets, services étatiques, ONG) ; en outre, leurs

responsables et membres manqueraient des formations appropriées pour assurer efficacement leurs rôles.

Q2 : Quelles sont les approches d'appui/conseil les mieux appropriées pour insuffler un nouveau dynamisme aux OP ?

H2 : La prise en compte des besoins réels exprimés par les OP dans une démarche de co-construction d'appui/conseil pourrait insuffler un nouveau dynamisme.

Q3 : Quelles sont les modalités de transfert des nouvelles approches d'appui/conseil aux opérateurs de développement pour une restructuration et une redynamisation des OP ?

H3 : La participation et l'implication des organisations de producteurs et des opérateurs de développement au processus de transfert faciliteraient l'appropriation de la démarche.

### **Démarche Méthodologique**

- Inventaires ;
- Enquête ;
- Animation ;
- Formation ;

### **Résultats et produits attendus**

#### Résultats scientifiques

- Meilleure connaissance de la structuration et du fonctionnement des OP ;
- Méthodes de conseil aux OP ;
- Conditionnalités pour la diffusion de la démarche de conseil aux OP ;
- Publications, communications.

#### Produits :

- Création d'un cadre de concertation entre les OP, ONG et institutions de recherche-développement ;
- Typologie des OP ;
- Modules pédagogiques.

### **Les opérations**

- Diagnostic de la structuration et du fonctionnement des OP ;
- Elaboration d'une démarche de conseil aux OP ;
- Test de la démarche de conseil aux OP à une échelle intermédiaire.

## **3 Les activités en cours du programme 2.1**

Dès la mise en œuvre de l'ARDESAC, ce programme a été jugé ambitieux au vu des ressources humaines et financières disponibles. Cette mission l'a constaté une fois de plus car de nombreuses activités n'ont pas été initiées, et les ressources humaines qui se sont réellement mobilisées représentent à peine la moitié de celles affichées dans le Tableau 1. De plus, les partenariats avec des structures et projets de développement, et les organisations paysannes sont très limités, et peu de financements complémentaires à l'ARDESAC ont pu être mobilisés.

En sus de ses activités propres, le programme 2.1. a coordonné les diagnostics globaux effectués en 2005 dans les villages de l'ARDESAC au Tchad (Djondang et al. 2006), en RCA (Anonyme 2005) et au Cameroun (Wey et al. 2006 ; Njomaha et al. 2006 ; Sali bourou et al. 2006 ; Njomaha 2006).

Njomaha C. 2006. Synthèse bibliographique sur le terroir de Mowo. Maroua, IRAD, PRASAC, 13 p.

Njomaha C., Ntoupka M., Lenzemo W.V., Folefack D.P., Mounoumeck P.V., Bachirou M., Fotsing E., Njiemoun A., Sale A., Palou Oumarou M. 2006. Réactualisation du diagnostic global de Mowo. Maroua, IRAD, PRASAC, 33 p.

Sali Bourou, Onana J. Dongmo Ngoutsop A.L., Enam J., Aboubakar Moussa, Wey J. 2006. Terroir de Laïndé Karéwa. Diagnostic global. Garoua, IRAD, PRASAC, 29 p.

Totoum, Deffo V., Aguégua A. 2006. Dynamique des systèmes de production dans le terroir de Mbang-Mboum, Adamaoua, Cameroun. Wakwa, IRAD, PRASAC, 18 p.

Wey J., Bebom Tite, Faikréo J., Takoua S. 2006. Les exploitations agricoles dans les terroirs de référence du PRASAC au Cameroun. Résultats de l'enquête exhaustive réalisée dans le village de Mafa Kilda. Garoua, IRAD, PRASAC, 17 p.

Wey J., Bebom Tite, Faikréo J., Takoua S. 2006. Les exploitations agricoles dans les terroirs de référence du PRASAC au Cameroun. Résultats de l'enquête exhaustive réalisée dans le village de Laïndé Karéwa. Garoua, IRAD, PRASAC, 17 p.

Wey J., Bebom Tite, Faikréo J., Takoua S. 2006. Les exploitations agricoles dans les terroirs de référence du PRASAC au Cameroun. Résultats de l'enquête exhaustive réalisée dans le village d'Israël. Garoua, IRAD, PRASAC, 17 p.

Wey J., Oline J.P., Bebom Tite, Mbiandoum M., Enam J. 2005. Terroir de Mafa Kilda. Résultat du diagnostic global. Garoua, IRAD, PRASAC, 34 p.

### **3.1 Au Cameroun**

En 2006, des financements du Cirad (2 500 000 Fcfa) et du Service de Coopération et d'Action Culturelle –SCAC- (4 500 000 Fcfa) ont permis de mettre en oeuvre à temps les opérations sur Garoua. Celles sur Ngaoundéré et Maroua n'ont pu effectivement démarrer qu'après le déblocage tardif des financements ARDESAC (6 700 000 Fcfa, mais en réalité 6 300 000 Fcfa réellement disponibles quand on retire les frais communs aux programmes), et, des difficultés de mobilisation des chercheurs concernés (Tableau 1).

Comparativement à la période PRASAC (1999-2002), les financements ARDESAC pour le programme 2.1 au Cameroun sont à peu près équivalents à ceux dont disposaient la composante conseil de gestion (7 à 8 millions Fcfa du PRASAC, 2 millions du SCAC, et 2,5 millions Fcfa du projet Développement Paysannal et Gestion de Terroirs annuellement), mais les coûts de fonctionnement sont aujourd'hui beaucoup plus élevés : le litre de gas-oil est passé en moyenne de 350 Fcfa à 560 Fcfa, les frais de mission des chercheurs IRAD sont passés de 15 000 Fcfa/j à 25 000 Fcfa/j dans la province et de 25 000 Fcfa/j à 40 000 Fcfa/j hors province. Les moyens financiers du programme 2.1. étant limités, il est important que les chercheurs définissent clairement des priorités jusqu'à la fin du projet.

Sur les 9 chercheurs affichés dans le tableau 1, seuls sept (Totoum, Njomaha, Deffo, Wey, Bebom Tite, Folefack, Djamen) se sont réellement impliqués, et pour la plupart à temps partiel, voire de façon ponctuelle. Ainsi, un total de 1,5 h/an pour mener ce programme est nettement insuffisant. Aguégua a participé aux activités en 2005, puis s'est retiré en 2006. Djamen Nana du SADEL a mené en 2005 et 2006 des activités de formation sur le CEF à la Sodécoton par le biais d'une convention SADEL-SODECOTON. Le programme 2.1 s'est impliqué en 2006 sur les activités de conseil avec deux stagiaires de la FASA de Dschang : le premier sur l'analyse des activités de CEF réalisées par les agents SODECOTON auprès des groupements de producteurs et le second sur l'analyse des expériences d'appui-conseil menées au Nord-Cameroun depuis 15 ans<sup>1</sup>. Ce programme dispose aussi de ressources humaines compétentes dans le domaine de la mise en oeuvre du CEF : Jean Faikréo, Technicien IRAD, Siméon Takoua, Contractuel IRAD.

---

<sup>1</sup> Ces deux étudiants ont pris du retard dans la réalisation de leur stage de fin d'étude. La rédaction de leurs mémoires devait être terminée en mai pour une soutenance prévue en juin.

Pendant la période PRASAC, le nombre de chercheurs IRAD pour la composante Conseil de Gestion était de 2. Mais ces chercheurs étaient à temps plein (Michel Havard, André Djonnéwa), et la composante a mobilisé en moyenne trois étudiants chaque année, et deux jeunes ingénieurs agronomes à temps plein pendant trois ans (2000-2002) pour le suivi des activités de terrain. Au total, le temps en année-chercheur était supérieur dans le PRASAC (4), par rapport à l'ARDESAC (1,5). Les agents impliqués dans les activités de conseil étaient de 5 pour l'IRAD, et une dizaine d'animateurs à temps partiel dans le cadre des conventions annuelles avec le DPGT.

La mission a globalement constaté une insuffisance d'animation et de coordination des activités entre les trois sites du programme 2.1 et entre les programmes de l'axe 2. Les retards dans l'attribution des financements et les distances entre les trois sites du Cameroun sont un des facteurs explicatifs. Il apparaît aussi nécessaire que la Délégation Nationale s'emploie à améliorer la communication et les échanges entre les chercheurs impliqués dans un même programme et dans les différents programmes de l'ARDESAC. Il est urgent qu'elle organise une rencontre entre les chercheurs pour faire le point et lever les incompréhensions et les difficultés, et pour mobiliser les chercheurs sur les opérations de recherche.

Ces premiers constats montrent que les conditions en termes de ressources humaines et financières ne sont pas réunies pour mettre en œuvre l'ensemble des activités du programme affiché. Des solutions alternatives et moins coûteuses, comme le recours à des stagiaires, doivent être recherchées.

### **3.1.1 Dynamique des systèmes de production et innovations**

#### **3.1.1.1 Analyse des dynamiques des systèmes de production**

Cette analyse porte jusqu'à présent sur les enquêtes sur les structures des exploitations agricoles dans :

- les anciens terroirs (Fignolé, Gadas, Mowo, Balaza Domayo, Mafa Kilda) pour faire une comparaison entre 2000 et 2005 ; les rapports des analyses des données par terroir sont finalisés, il reste à effectuer l'analyse comparative entre 2000 et 2005 ;
- les nouveaux terroirs (Laïndé Karéwa, Israël et Mbang Mboum) ; les rapports des analyses des données pour les villages sur Garoua (Wey et al. 2006 a, b et c) et sur Mbang Mboum (Totoum et al. 2006) sont finalisés ; le rapport d'analyse des données d'enquête sur Mowo (responsable Charles Njomaha) est attendu pour fin février ;

La mission constate des retards importants dans l'analyse des données d'exploitations sur Maroua, et aussi une coordination et une collaboration insuffisantes entre les chercheurs du programme sur ces études sur les exploitations agricoles.

Il est important qu'une réunion de mise au point soit programmée dans la dernière quinzaine de mars après le retour de congés de Joseph Wey, entre les responsables des trois sites et le Délégué National (Noé Woin) afin que les mesures appropriées soient prises pour la finalisation de ces analyses sur les exploitations agricoles, et aussi pour redéfinir les engagements et attentes des chercheurs du programme.

Pour combler progressivement ce retard avant le Comité Scientifique prévu début avril, il est important que d'ici fin mars soient disponibles :

- l'ensemble des rapports des enquêtes sur les exploitations agricoles par terroir ;
- une synthèse des travaux menés sur les exploitations agricoles.

Cette synthèse<sup>2</sup> doit aller au-delà de la caractérisation des structures des exploitations agricoles par terroir. L'analyse comparative des données de structure des exploitations de 2000 et 2005 sur les cinq terroirs PRASAC doit faire ressortir les dynamiques et les évolutions des exploitations agricoles des 5 terroirs PRASAC, principalement sur les assolements et les superficies cultivées, les revenus, les effectifs des exploitations, le cheptel, la traction animale, les mouvements (arrivée et départ de chefs d'exploitations), etc. D'autres questions ressortent comme les migrations au départ de Mafa Kilda vers d'autres villages, la valorisation et la production des bas-fonds, les conflits sur les ressources entre les villages de Mafa Kilda, Laïndé Karéwa, Israël.

Le correspondant du programme et le Délégué National sont tenus de veiller à la réalisation dans les délais de ces différents rapports qui seront envoyés à l'animateur régional de l'axe 2.

Pour analyser et comprendre les stratégies adaptatives des producteurs face aux évolutions du contexte, il est nécessaire en 2007 de mener des études complémentaires sur des échantillons d'exploitations agricoles dans les villages ARDESAC. La prise en compte de ce questionnement nécessite la collaboration de chercheurs du programme 3.1. (Denis Pompidou Foleack, etc). Le correspondant national du programme 2.1 doit en discuter avec les chercheurs concernés.

En 2007, un accent doit être sur cette question globale de gestion des ressources qui doit mobiliser plusieurs programmes ARDESAC des axes 1 et 2, comme le montre les discussions avec l'animateur de l'axe 1 lors de la mission (Encadré 1).

#### **Encadré 1 Discussions avec l'animateur de l'axe 1 lors de la mission**

Comment mettre en place la plate-forme de concertation ? Qu'avez-vous tiré des diagnostics globaux ?

Associer tous les acteurs à ce travail et vérifier que des plates-formes ou des actions n'existent pas déjà. Le PNDP doit mener des activités assez générales « programmation du développement par la base » qui porteront certainement sur des infrastructures (écoles....). Prendre attache avec le PNDP pour discuter de ce programme et des possibilités de collaboration avec l'ARDESAC.

Lors de sa mission, Guy Florent Ankogui (animateur axe 1) va faire le point avec le programme 1.3. sur les acquis et les diagnostics, rencontrer Aboubakar Moussa à la MEADEN, et voir également comment améliorer la communication entre les différents partenaires sur les trois sites du Cameroun ?.

#### **3.1.1.2 Mise au point d'une démarche de co-construction des innovations**

Des activités de recherche ont été mises en place en 2006 sur les sites de Garoua (Mafa Kilda, Laïndé Karéwa et Israël) en collaboration avec les autres programmes de l'axe 2. Le programme 2.1 participe à l'animation et organise les restitutions.

Le programme 2.1 s'intéresse à la question de la diversification des productions et des activités. Il accompagne les programmes concernés dans la démarche, et assure la coordination des activités :

- Elevage (compléments alimentaires pour l'embouche, organisation des éleveurs) ; protocole discuté avec les paysans ;
- Système sous Couverture Végétale mis en place pour répondre à la contrainte de fertilité sur Laïndé Karéwa ; une parcelle de maïs/brachiaria ; essais et démonstrations avec restitution aux paysans (Mathurin Mbiandoum)

---

<sup>2</sup> Cette synthèse est en cours, et sera finalisée en mai.

- Fruits sur greffage suite à une demande des paysans : surgreffage sur mangue, anacardier (Jean-Paul Lyannaz)
- Diversification des productions et des activités à la demande des paysans (Dugué 2006)<sup>3</sup> : des travaux de recherche-développement sur le riz et le soja ont débuté ; démonstration de variétés de riz sur des parcelles avec un contrat avec les paysans (Bebom Tite), sensibilisation des paysans au soja et démonstration sur un quart d'ha sur comment cultiver le soja ? et démonstration sur les aspects culinaires pour savoir comment utiliser le soja (Joseph Wey) ; La Sodécoton a aussi demandé et financé une étude de faisabilité sur le soja et le tournesol ;
- Efficacité de la vaccination de la peste des petits ruminants et de la maladie de Newcastle sur les volailles (Daniel Awa) ;
- Lutte contre les mauvaises herbes sur semis direct, semis conventionnel (Jean-Paul Olina) à Mafa Kilda et Laïndé Karéwa.

Une restitution de l'ensemble des travaux sera faite dans ces villages avant le début de la campagne agricole. Elle a effectivement réalisé fin février avec les chercheurs concernés.

La présentation des activités par programme fait surtout ressortir la mise en place d'essais et d'expérimentations de chercheurs après en avoir discuté avec les paysans, le programme 2.1 servant d'animateur, et de facilitateur des activités ARDESAC dans les villages concernés.

Les chercheurs ont rencontré des difficultés de mise en œuvre des étapes de la démarche car les paysans ne sont pas habitués à ce type de relations avec la recherche, les chercheurs ont des difficultés à changer d'attitude et les collectifs ne comprennent que les chercheurs et les paysans (les opérateurs de développement ne sont pas présents), etc.

Aussi, la mission demande de mettre l'accent sur la présentation de la démarche de travail avec les villages ; présentation qui n'apparaît pas dans les rapports et les documents. Les étapes de mise en œuvre de la démarche doivent ressortir : sensibilisation, constitution de collectifs de chercheurs, élaboration de contrats entre recherche et paysans, restitutions, etc. Elle doit permettre de répondre aux questions suivantes :

- comment les contacts ont été pris avec les villages ? Comment a été organisée la concertation avec les paysans ?
- Comment ont été discutés les thèmes de travail avec les producteurs ? A quelles attentes des producteurs répondent ces thèmes ?, etc...
- En quoi, c'est de la recherche en partenariat ? Comment et jusqu'à quels niveaux les chercheurs ont été impliqués ?

### **3.1.2 Adaptation et modalité de transfert du CEF au développement**

#### **3.1.2.1 Adaptation des méthodes de conseil aux besoins spécifiques des acteurs**

##### **Le conseil individuel**

Pour le conseil individuel, des travaux ont été menés lors du PRASAC entre 2001 et 2003 par l'équipe traction animale (Vall et al. 2002 ; Vall et al. 2003 ; Vall et al. 2007) et par la composante Conseil de Gestion (Boukassa Vagaï 2002 ; Djoukam Djoméni 2003).

---

<sup>3</sup> Dugué P., 2006. Participation au comité de pilotage du projet ARDESAC. Appui aux programmes « Gestion des biomasses végétales, de la fertilité des sols et des interactions agriculture élevage » et « Dynamiques des systèmes de production et accompagnement des acteurs » Equipes de Garoua. Rapport de mission, 18 au 27 Juillet 2006. Cirad –Tera, N° 52 /06, 33 p.



Ces travaux répondaient à des demandes de paysans (surtout des plus grandes exploitations) qui après deux ans d'animation de groupe sollicitaient les animateurs pour qu'ils les conseillent individuellement sur des questions qu'ils ne voulaient pas débattre en groupes. Dans les deux cas, le point de départ de ce conseil individuel était les projets des paysans sur l'année ou les deux ans à venir. Le conseil se déroule en plusieurs étapes sur l'année : i) étude de faisabilité du projet par le conseiller et le paysan à partir d'un diagnostic participatif de l'exploitation (octobre-novembre), ii) validation du (des) projet (s) et des modalités de mise en œuvre (moment de la paie du coton), et iii) bilan sur le (les) projet (s) (juillet-août) : comparaison entre prévisions et réalisations. Ces expériences ont permis de travailler sur des outils qui devraient à terme être appropriables par les paysans, et par les conseillers (voir annexes), etc.

Il est clair aujourd'hui en zone cotonnière du Nord-Cameroun qu'une démarche de conseil individuel ne peut se justifier économiquement. Seule une minorité d'exploitations dégagent des revenus leur permettant ce type de conseil. Cependant, le travail sur la démarche et les outils de conseil individuels sont intéressants dans la recherche de méthodes et d'outils de suivis et d'analyse des exploitations impliquant une participation plus active des animateurs (conseillers) et des paysans, et par la même favorisant le renforcement de leurs capacités. Ces méthodes et outils peuvent être valorisés dans la formation des animateurs (conseillers), des responsables d'organisations paysannes et aussi des paysans.

#### **Le recours à Olympe**

Depuis fin 2006, de nombreux échanges et discussions entre les chercheurs du programme 2.1. (J. Wey, E. Mbétid-Bessane), la coordination scientifique du PRASAC, et les chercheurs PARSI (M. Havard, P. Dugué, P. Kleene) ont porté sur l'utilisation du logiciel Olympe<sup>4</sup> dans le cadre des activités sur le conseil individuel. Les chercheurs du programme 2.1 proposaient début 2007 un atelier de formation sur Olympe, tandis que les chercheurs PARSI ne voyaient pas l'intérêt d'Olympe en conseil individuel au Nord-Cameroun dans le contexte actuel.

Mais pour les études sur les dynamiques des exploitations agricoles, Olympe peut être un outil intéressant pour les chercheurs pour discuter des scénarios d'évolution des exploitations, sous réserve que des suivis d'échantillons d'exploitations soient fonctionnels. Les chercheurs du programme 2.1 peuvent donc prendre contact avec Patrick Jagoret à l'IRAD Nkolbisson qui a un dispositif de suivi d'exploitations depuis 2003 et qui utilise Olympe. Il pourrait faire sur deux à trois jours une formation sur Olympe et sur l'utilisation qu'il en fait dans son dispositif. Pour ce faire, il est important que des TDR détaillés soient élaborés, afin de voir qui pourrait être intéressé dans les différents programmes à l'échelle régionale. Cette action n'est pas prioritaire.

En résumé, vu qu'aucune activité n'a été initiée sur ce point à 18 mois de la fin du projet, et vu le manque de ressources humaines disponibles à l'IRAD, la mission propose de ne pas initier d'activités sur le conseil individuel jusqu'à la fin d'ARDESAC.

### **3.1.2.2 Insertion du CEF dans les dispositifs d'appui aux producteurs**

#### **La Sodecoton**

Depuis 2004, la Sodecoton a décidé de mettre en place progressivement la démarche de CEF développée par le PRASAC dans son dispositif d'appui à la production agricole afin d'adapter son dispositif aux évolutions du contexte en cours.

La Direction de la Production Agricole (DPA) travaille sur l'ensemble de la zone cotonnière scindée en dix régions. Chaque région a à sa tête un chef de région (CDR) dont dépendent

---

<sup>4</sup> Eric Penot, Olivier Deheuvels (Eds), 2007. Modélisation économique des exploitations agricoles. Modélisation, simulation et aide à la décision avec le logiciel Olympe. L'Harmattan, 182 p. ISBN 978-2-296-02688-9.

trois chefs de secteurs (CDS) qui supervisent chacun 7 à 8 chefs de zones (CDZ). Avec le nombre élevé de producteurs de coton (350.000), la DPA travaille avec les 1 800 groupements de producteurs, car elle ne peut toucher directement l'ensemble des paysans isolés. Depuis 1992, les groupements ont été légalisés en GIC (Groupe d'Initiatives Communes) ou en Association suivant la loi n°92/006 du 14 août de 1992. Aujourd'hui, ces groupements signent des contrats de campagne et de commercialisation avec la Sodecoton. Chaque GP est constitué d'un bureau de 5 membres en moyenne dont un délégué, un vice délégué, un secrétaire, un comptable et/ou un trésorier et des membres simples. Un groupement a en moyenne 200 membres. Au sein d'un GP coton, le Bureau Elargi regroupe le bureau et tous les chefs de cercle de caution solidaire.

Le contrat de campagne porte essentiellement sur l'approvisionnement et le crédit intrants : semence de coton, engrais coton et vivriers, matériel pour les traitements phytosanitaires. Pour recevoir des engrais vivriers le GIC doit faire une avance dont le montant est la moitié du prix de l'engrais commandé. En 2006, la Sodécoton a octroyé 20 milliards de crédits intrants. Chaque mois, la Sodécoton assure le suivi comptable des groupements (impression des comptes le 20). L'objectif à terme est de mettre en place une comptabilité simplifiée et la gestion des intrants dans tous les groupements. Cette année, les groupements ont accordé 2,4 milliards de Fcfa de crédits intrants en dehors du coton. Il y a deux niveaux de caution solidaire dans les groupements : cercle de caution solidaire, et groupement. Vu les difficultés actuelles de la filière cotonnière, la Sodecoton constate que le système se grippe petit à petit, que l'insécurité se développe (vols à main armée) et que la pauvreté augmente.

Trois types de contrat sont signés selon les groupements :

- Environ 1000 GPB : Groupement de Producteurs avec mandat de Base ; ces groupements sont suivis de près par les agents de la Sodécoton ; les paysans assument le gardiennage des magasins, et la caution solidaire ;
- Environ 700 GPM : Groupement de Producteurs avec Mandat de gestion ; l'agent de suivi du groupement assure les fonctions de base, plus le suivi statistique, plus la gestion des crédits et des magasins ;
- 65 GPA : Groupement de Producteurs Autonomes ; ils assurent l'ensemble des activités de la campagne.

En 2005-2006, la SDCC a élaboré un nouveau contrat dit contrat d'autonomie qui a abouti au GPA, groupement de producteur de coton légalisé en Groupe d'Initiatives Communes (GIC) dont la particularité est la gestion autonome des intrants et du plan de campagne. Les conditions suivantes sont retenues pour valider un GPM en GPA :

- avoir fonctionné en GPM pendant au moins 7 années consécutives ;
- présenter un budget prévisionnel précis, clair et équilibré ;
- transparence dans la gestion ;
- être membre de l'OPCC-GIE ;
- accepter le contrôle de l'OPCC-GIE ;
- obtenir un rendement coton supérieur au rendement moyen de la zone sur 2 ou 3 ans.

Dans un contrat d'autonomie, le groupement gère ses intrants et le rôle du personnel d'encadrement est d'assurer la livraison de la commande du GP. Mais, comme le rappelle P. Djament Nana (2006)<sup>5</sup> : *« il y a des risques à cette gestion des intrants par les GPA ; inhérents à une mauvaise estimation des commandes, les erreurs dans la gestion des intrants et surtout, la question des stocks en campagne. Un stock important peut grever la trésorerie et hypothéquer la réalisation d'autres projets du groupement. Il apparaît un besoin important de renforcement de capacité des groupements en matière de gestion des intrants et surtout des stocks »*.

---

<sup>5</sup> Djament Nana P., 2006. Evaluation de l'impact du contrat d'autonomie sur le fonctionnement des groupements de producteurs de coton. Rapport final. Convention de prestations. SODECOTON – SADEL-GIE, 17 p.

Dans les GPA, les relations avec la Sodécoton sont simplifiées. L'objectif à terme est de réduire la partie contrôle dans les activités des CDZ afin qu'ils consacrent plus de temps au conseil. C'est pourquoi, il est important pour tous les CDZ, anciens comme nouveaux venus d'être formés à de nouvelles approches de travail.

Dans un tel cadre, la mise en œuvre de la démarche de CEF vise principalement à améliorer la gestion des intrants des GPA, et les performances techniques et économiques de la culture cotonnière par les paysans. Ceci passe par le renforcement des capacités des membres du bureau des GPA mais aussi des paysans dans :

- l'élaboration de leur programme prévisionnel de campagne qui va se traduire par une évaluation plus précise des besoins en intrants et en crédit des exploitations, et donc des groupements ;
- le suivi technico-économique de leurs cultures.

Le dispositif de CEF mis sur pied par la SODECOTON bénéficie de l'appui d'un prestataire de service : le bureau d'étude SADEL-gie. Ce bureau signe une convention de service avec la DPA qui stipule que le SADEL forme les CDR, les CDS les CDZ<sup>6</sup>. Ces derniers assurent les animations des groupes de producteurs de coton des GPA.

Le programme des activités réalisées par SADEL (mars-avril avant la campagne agricole) comprend des ateliers de formation sur la démarche et les outils de CEF pour les agents de la DPA. Ces ateliers visent la maîtrise et l'assimilation de la démarche du CEF par les agents de la DPA. Le nombre de centres de formation pour la campagne agricole 2005-2006 est passé de 3 à 4 pour une plus grande diffusion. Trois ateliers sont organisés sur l'année :

- le premier de 2 jours avant la campagne agricole (mars-avril) sur le programme prévisionnel de la campagne agricole et les fiches de suivi technico-économiques des cultures ;
- le second d'une journée en août pour la formation des agents de la DPA à l'analyse des fiches de suivi-technico-économiques ;
- et le dernier en décembre sur le bilan des activités réalisées pendant la campagne.

Après les ateliers, les CDZ mettent en œuvre les activités suivantes avec l'appui de SADEL :

- i) Séances de sensibilisation et d'animation sur le CEF auprès des GPA avant la campagne agricole (avril-mai)
- ii) Suivis pendant la campagne agricole (juin-août)
- iii) Séances de conseil auprès des GPA sur l'analyse des fiches de suivi technico-économiques

Le programme 2.1 intervient dans cette activité en effectuant un travail de caractérisation du dispositif mis en place par la Sodécoton par un étudiant de la Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles (FASA) de Dschang<sup>7</sup>.

Les premiers résultats de ce travail (Djamen Nana 2006) et les entretiens de la mission avec un GPA (Encadré 1), un CDS (Encadré 2) et un CDZ montrent que la qualité du transfert de la démarche CEF aux paysans sont fonction du niveau de réceptivité des paysans mais aussi et surtout de la motivation du CDZ, de sa maîtrise de la démarche et des approches participatives, mais aussi des appuis qu'il reçoit de sa hiérarchie. A ce stade, Il est important de rappeler que la maîtrise de cette démarche ne se fera pas en un an. Les paysans comme les CDZ sont en phase d'apprentissage.

---

<sup>6</sup> Djamen Nana P., 2006. Mise en place d'un Conseil technique à la production agricole. Activités réalisées entre mars et mai 2006. Rapport intermédiaire. Convention de prestations. SODECOTON – SADEL-GIE, 49 p.

<sup>7</sup> Djomo Sandrine, 2007. Diagnostic de la démarche conseil à l'exploitation agricole dans les groupements de producteurs autonomes de coton de l'Extrême-Nord du Cameroun. Mémoire présenté en vue de l'obtention du diplôme d'Ingénieur Agronome. Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles, Université de Dschang (mémoire en cours de finalisation).

Quant aux modules, des trois prévus, le programme prévisionnel de la campagne agricole est le seul qui a été effectivement développé dans la quasi-totalité des groupements ciblés. Les CDZ soulignent que ce module a suscité un grand intérêt chez les producteurs qui ont notamment apprécié la séance sur la définition de l'assolement.

Le suivi des cultures qui vise à accompagner le producteur dans la mise en œuvre de son programme prévisionnel constitue paradoxalement l'étape du conseil où les CDZ rencontrent le plus de difficultés. Ce blocage serait lié à une mauvaise utilisation des principaux outils prévus pour la conduite du suivi : la fiche et les visites de parcelles. L'objectif et le mode de remplissage de la fiche ne sont pas encore bien maîtrisés par les producteurs dont certains continuent à penser qu'il s'agit d'un moyen mis en place par la Sodécoton pour vérifier le respect des itinéraires techniques. Cette mauvaise perception doublée du taux élevé d'analphabétisme fait que les fiches sont mal remplies et donc, difficilement exploitables.

Par ailleurs, les visites (individuelles ou en groupe) des parcelles sont encore loin d'être des véritables moments d'échanges, de discussions et de dialogue avec les paysans autour de leurs difficultés comme préconisé dans le cadre du CEF. Les anciens réflexes, où les visites correspondaient aux contrôles sont encore forts. Par ailleurs, les paysans tardent à adhérer à la nouvelle orientation que les CDZ souhaitent donner à ces visites.

Au moment de la tenue des réunions bilans, plusieurs CDZ n'avaient pas encore organisé des séances sur l'analyse technico-économique de la campagne. Mais dans les groupements où ces rencontres ont été organisées, les CDZ ont relevé un grand engouement chez les paysans qui commencent à s'apercevoir que les résultats qu'ils obtiennent en fin de campagne sont déterminés en grande partie par leurs propres pratiques.

Plus de 90% des CDZ affirme que les supports qui leur sont remis au terme des sessions de formation sont faciles à exploiter. Pour être encore plus efficaces, ils souhaitent surtout avoir un appui plus rapproché et fréquent de la hiérarchie.

Globalement, passée la phase d'appréhension, les personnels d'encadrement commencent à marquer un intérêt grandissant pour le CEF. Ils perçoivent une amélioration de leurs relations avec les paysans « *le CDZ n'est plus cet encadreur rude avec les planteurs, mais un conseiller qui peut aussi écouter ses interlocuteurs* ».

Bien que la question ne se pose pas encore avec acuité dans la configuration actuelle, il s'avère nécessaire d'initier une réflexion sur la définition plus claire des rôles et tâches spécifiques du personnel de la DPA (CDR, CDS, CDZ) dans l'optique à moyen terme d'un plus grand impact et d'une large diffusion du CEF.

De fait, l'efficacité et la durabilité de tout le travail entrepris maintenant dépendent de la motivation du public cible pour notamment s'approprier la démarche, et surtout de la constitution et de la valorisation des compétences au sein du dispositif traditionnel d'appui de la Sodécoton. L'utilisation des ressources humaines existantes qui ne sont pas forcément intéressées par le conseil se traduit aussi par des pertes lors des formations dispensées aux paysans. L'encadrement de la Sodécoton marque encore de la réticence à s'investir dans ce programme de conseil, et aussi rencontre des difficultés dans la maîtrise de la démarche. Mais la formation systématique des nouveaux chefs de zone au conseil va permettre de faire évoluer progressivement les mentalités. Ces nouvelles recrues sont parfois appelées conseillers par les plus anciens. On retrouve la célèbre phrase de Chombart de Lauwe « *la principale difficulté ne viendra pas des paysans, mais des conseillers* ».

## **Encadré 2. Quelques éléments des discussions de la mission avec un GPA**

Les paysans ont eu du mal à distinguer dans les formations et réunions du chef de zone ce qui a touché au CEF (Plan prévisionnel de la campagne agricole) et à l'élaboration des prévisions de campagne en intrants du GPA (engrais, herbicides, etc). Au total 4 réunions ont porté sur en même temps sur ces questions : bilan de la campagne, mise en place des cercles de caution solidaire et estimation des besoins par cercle. Le CDZ a mené de front plusieurs activités dans les réunions qu'il a organisées. Ceci pose donc un problème d'organisation des activités des CDZ.

Au début de la discussion, les paysans sont revenus régulièrement sur leurs inquiétudes sur la filière coton : baisse du prix d'achat au producteur, hausse du coût des intrants, baisse des rendements. Ils ne voient plus ce qu'ils gagnent avec le coton.

Des fiches de suivi technico-économiques de la culture du coton ont été remises aux participants, mais seulement quelques-uns les ont remplies. Aucune explication sur l'analyse de ces fiches n'a été faite. Le délégué du GPA a constaté en 2005 avec la fiche de suivi qu'il perdait de l'argent, alors en 2006, il a réduit sa surface en coton.

Dans ce GPA, le secrétaire (aussi agent de suivi) et un autre membre chargé de la consolidation des prévisions en intrants du GPA ont bien maîtrisé le remplissage et l'analyse des fiches. Ils en discutent souvent entre eux, mais pas avec les autres paysans. Pour le moment, le GPA ne fait que des réunions sur la gestion des intrants, la commercialisation du coton, mais pas sur d'autres préoccupations.

Il leur a été proposé de se réunir pour discuter d'autres activités, comme l'acquisition d'un moulin, question posée par un membre, mais aussi pour qu'ils discutent des thèmes du conseil, et de l'analyse des fiches entre eux.

Le secrétaire et les membres bien scolarisés ont souhaité que la formation sur le plan prévisionnel de la campagne puisse les toucher directement sans passer par le CDZ. Ceci pose une fois de plus les questions de la place et du rôle des paysans relais dans la démarche de CEF.

## **Encadré 3. Quelques éléments des discussions de la mission avec un CDS et un CDZ**

Lors de l'entretien, seul le CDS a parlé.

Ce CDS a dit avoir été surpris par la mise en place des GPA, mais il admet que c'est une bonne chose. Cela change sa façon de faire. Avant, le personnel de la DPA était une courroie de transmission pour faire appliquer des consignes qu'elles soient bonnes ou mauvaises. Maintenant, c'est le conseil. Nous n'obligeons plus les paysans.

Auparavant, c'était la Sodécoton qui faisait les prévisions sur la base des consommations des groupements des années passées, maintenant ce sont les GPA.

Le personnel fait le suivi de la campagne mais pas le contrôle comme auparavant. Cette manière de faire entraîne des dérives au niveau des planteurs qui ne sont pas encore des professionnels. On constate que les GPA ont des difficultés à maîtriser les commandes d'insecticides malgré les formations. Ils ont aussi des difficultés à maîtriser les moyens par rapport à leurs assolements. Les paysans sont encore trop passifs ; ils n'ont pas encore bien pris conscience des rôles qu'ils auront à assumer.

Il est aussi important de réfléchir à une évolution et une répartition des rôles entre la Sodécoton et l'OPCC.

## **L'implication des religieux dans certains villages de l'ARDESAC**

A la demande d'un pasteur de Laïndé Karéwa, l'IRAD a formé en deux séances dans trois endroits (Laïndé Karéwa, Orolabo III, Mafa Kilda), des pasteurs, anciens d'église, et un représentant de l'Imam de Laïndé sur le module gestion des récoltes de la démarche de conseil en novembre.

Ils ont ensuite effectués, sans suivi du programme 2.1., entre décembre 2006 et janvier 2007 une sensibilisation de leurs fidèles à la gestion des récoltes dans six villages par le canal des églises et de leurs réseaux afin que les fidèles assurent mieux la soudure. Au total, 505 fidèles ont été touchés (382 hommes). Trois tableaux ont été utilisés : le premier sur les besoins alimentaires, le second sur le disponible alimentaire, le troisième sur la comparaison entre besoins et disponible. Tous les fidèles ne sont pas intéressés. Nombreux sont ceux qui se posent la question « nous savons depuis longtemps que nous manquons de céréales, cela n'apporte rien, il faut nous dire comment combler ce déficit ? ». Il a été précisé aux présents que les solutions ne sont pas toutes faites. Elles dépendent des possibilités de chacun et peuvent être trouvées hors agriculture. Certains ont mentionné qu'ils coupent et commercialisent du bois en saison sèche, d'autres vont travailler comme main d'œuvre, d'autres mettent en valeur des parcelles de bas-fonds. Ce qui est important c'est de discuter des possibilités et opportunités de solutions afin que chacun fasse le choix qui lui convient.

Les pasteurs rencontrés par la mission ont fait les observations suivantes sur cette activité :

- Avantages : adhésion facile des fidèles, support traduit en fulfulde, période adéquate d'animation (novembre-décembre-janvier) ;
- Inconvénients : Exclusion des femmes chez les musulmans, manque d'appui aux formateurs (deux sessions est un nombre insuffisant, pas d'encadrement de l'IRAD).

Il faudrait maintenant vérifier que les fidèles ont bien compris le contenu des modules, qu'il y a une demande pour poursuivre l'expérience et sur quels thèmes.

Pour aider les fidèles à trouver des solutions à la sécurité alimentaire de leur famille, il est aussi important de réaliser le module sur le plan prévisionnel de la campagne qui permet à partir d'une estimation des besoins alimentaires de déterminer les superficies, les cultures et les activités mettre en œuvre pour couvrir ces besoins. S'il y a accord des participants pour ce programme, il faut réaliser les formations des pasteurs avant fin février pour qu'ils puissent eux-mêmes sensibiliser les fidèles avant le début de la campagne agricole.

## **Les approches participatives d'appui-conseil au Nord-Cameroun**

Une étude visant à faire le point sur les différentes expériences d'appui aux producteurs mis en œuvre au Nord-Cameroun depuis une quinzaine d'années a été initiée en 2006 avec l'appui d'un étudiant de la FASA de l'Université de Dschang<sup>8</sup>.

Il s'agit plus spécifiquement de décrire et caractériser les principales expériences, en terme de dispositif et de gouvernance, mais aussi d'analyser les actions développées, les difficultés rencontrées et les résultats obtenus afin d'en tirer des enseignements pour la mise en œuvre de démarches d'appui-conseil adaptées aux besoins des producteurs, économiquement viables et durables.

---

<sup>8</sup> Mana Bourou, 2007. Bilan des expériences d'appui-conseil mises en œuvre au Nord-Cameroun. Mémoire pour l'obtention du diplôme d'Ingénieur Agronome de la FASA, Université de Dschang, Cameroun. (Mémoire en cours de finalisation).

### 3.1.3 Accompagnement des organisations de producteurs

Ce projet de recherche d'accompagnement est entièrement nouveau pour la recherche au Nord-Cameroun. Il augure des perspectives intéressantes de recherche d'accompagnement, alors que seuls quelques diagnostics limités de caractérisation des groupements et associations ont été réalisés dans quelques villages.

De son côté, le développement s'intéresse aux organisations paysannes depuis de nombreuses années, principalement au travers de la légalisation des GP, de la structuration des organisations paysannes et de leurs faïtières, à l'exemple de l'OPCC, des APROSTOC, de FEPRODEX, etc. Aujourd'hui, les responsables des OP s'en rendent bien compte, l'appui aux OP doit aussi porter sur le renforcement des capacités de leurs dirigeants, la gestion et la diversification des activités comme le montre les exemples ci-après.

La mise en place du centre d'appui à la professionnalisation agropastorale (CRPA)<sup>9</sup> dont la création rentre dans le cadre du Projet Professionnalisation agricole et renforcement institutionnel (PARI) vise à offrir des services pour le renforcement des capacités des OP des 3 provinces du Nord Cameroun (Adamaoua, Nord et Extrême Nord). Son but est aussi d'appuyer la réflexion stratégique des OP en accord avec les enjeux nationaux de politique agricole en servant d'interface entre les OP, les organismes d'appui (OA) et les pouvoirs publics (PP). L'assemblée générale de constitution du CRPA est prévue fin février 2007. Le CRPA, quand il sera opérationnel, est intéressé par :

- la présentation des expériences d'appui-conseil menées au Nord-Cameroun, autant pour l'équipe chargée de diriger le CRPA que pour les membres du conseil d'administration
- des discussions sur le rôle des membres des OP. Le « qui va faire quoi ? » revient souvent dans les discussions avec les paysans impliqués dans la gestion des groupements

Le projet « Appui à la compétitivité des exploitations agricoles » en cours de montage au MINADER dans le cadre du C2D touchera les provinces du Nord et de l'Adamaoua. Il vise en particulier la mise en place d'un système de Conseil agricole au Cameroun (conseil technique et conseil aux OP). Pour l'instant, le dispositif de mise en œuvre des activités de conseil dans le cadre de ce projet, n'est pas encore arrêté.

L'OPCC recherche des appuis sur la manière d'aborder la capacité d'endettement des producteurs<sup>10</sup>, et voudrait aussi être mieux armée pour sensibiliser les paysans à l'intérêt d'être en groupements et à la nécessité de les faire fonctionner le mieux possible. Elle se rend aussi compte que les groupements ont besoin d'accompagnement pour la réalisation de leur budget prévisionnel selon les activités menées. Comment mieux quantifier les besoins des membres ? Le besoin d'alphabétisation est aussi fortement ressenti.

Quelques activités spécifiques en appui aux groupements sont mises en œuvre :

- une expertise a proposé une démarche de conseil de gestion financière aux groupements associant groupements et Sodécoton ; elle s'est traduite par un projet en cours d'élaboration dont les financements sont recherchés. Elle s'appuiera sur les 9 gestionnaires de groupement existants au niveau de la Sodécoton, plus des conseillers pris parmi les animateurs de secteur de l'OPCC, et les comptables de la Sodécoton impliqués dans la gestion des comptes des groupements ;

---

<sup>9</sup> Djamen Nana P., 2007. Etude de faisabilité détaillée de l'action du Centre régional d'appui à la professionnalisation agropastorale (CRPA). Rapport final. Professionnalisation Agricole & Renforcement Institutionnel. Convention CMR - AFD n°CCM 3009 01 K., 80 p.

<sup>10</sup> En effet, elle s'inquiète du surendettement des producteurs qui provoque de plus en plus de difficultés dans les cercles de caution solidaire.

- depuis 2 ans le stockage en commun des céréales dans les différentes zones des provinces du nord et de l'Extrême-Nord. Deux cent groupements environ sont concernés aujourd'hui<sup>11</sup>. L'OPCC souhaite accompagner cette activité par un conseil approprié qui doit aussi permettre d'amener les paysans et les groupements à mieux évaluer les quantités à stocker, et donc prévoir les besoins de financement correspondant.

### **3.1.3.1 Caractérisation des OP dans les terroirs de référence**

Cette opération vise une meilleure connaissance des organisations des producteurs (compréhension de leur structuration et fonctionnement) qui sera utile en vue d'élaborer une démarche de conseil aux OP. En effet, dans les villages, il existe, en réponse aux besoins des producteurs (entraide, financement, événements exceptionnels, etc) différentes formes d'associations, de groupes, de groupements légalisés ou non. Pour les appuyer efficacement, il est nécessaire de :

- les caractériser, d'analyser leur fonctionnement ;
- décrire les réseaux de création et de diffusion et d'élaboration des connaissances agricoles.

Seule la caractérisation des OP a été initiée sur les villages proches de Garoua (Mafa Kilda, Laïndé Karéwa, Israël). Mais, rien n'a été fait sur Mowo et Mbangmboum. Aucun document n'est encore disponible.

Sur cette question, il est aussi important que le programme 2.1 se concerte avec les autres programmes, particulièrement celui sur la « Gestion des biomasses végétales, de la fertilité des sols et des interactions agriculture élevage » dans lequel Marta Kasprzyk, a effectué dans le cadre d'un stage de 5 mois fin 2006-début 2007, un travail sur les groupements qui s'intéressent aux activités d'élevage.

Pour 2007, l'accent doit être mis sur un approfondissement de l'organisation des producteurs dans les villages proches de Garoua au travers d'un stage d'étudiant visant à comprendre l'organisation sociale locale (les réseaux) à la base de la création et de la diffusion des connaissances agricoles.

### **3.1.3.2 Elaboration d'une démarche d'appui aux OP**

Aucune activité n'a été initiée dans ce domaine en 2006.

Les entretiens menés par la mission avec le personnel de la DPA de la Sodecoton, les groupements de producteurs et l'OPCC mettent en évidence l'importance d'un conseil aux organisations paysannes sur les points suivants :

- le plan de campagne afin d'assurer la viabilité économique à long terme des groupements ; en effet, aujourd'hui, trop souvent dans les plans de campagne, le risque pris est trop élevé, car près de 90 % de la production est nécessaire pour couvrir le montant des crédits accordés. Il est donc important d'améliorer la prévision au niveau des cercles et des groupements, et former les responsables et les paysans à l'élaboration de ces programmes prévisionnels et à en réduire les risques financiers ;

---

<sup>11</sup> L'OPCC avance des fonds à la récolte pour que le groupement achète des céréales aux paysans à stocker au niveau du village (70 millions de Fcfa ont été mobilisés en 2006 pour cette opération). Ces stocks peuvent être soit repris par les paysans stockeurs, soit vendus à d'autres groupements, à des commerçants ; une retenue pour frais de stockage est effectuée, ainsi qu'une retenue de 1000 Fcfa/sac pour alimenter l'épargne du groupement afin que ce fonds puisse aider à financer cette activité les prochaines années. L'intervention de l'OPCC n'est pas facturée dans les frais de stockage. L'avance donnée porte sur la moitié du prix d'achat des sacs à la récolte. Cette activité est confiée par le groupement à un comité de gestion. La démarche mise en œuvre est classique au travers de réunion d'animation auprès des groupements.



- l'élaboration d'un budget prévisionnel tenant compte de toutes les activités du groupement.

Les activités de conseil à mettre en œuvre sur ces questions sont complémentaires à celles de CEF en cours de test à la Sodecoton qui visent par le biais du programme prévisionnel de la campagne agricole, une évaluation plus précise des besoins en intrants des groupements et des producteurs.

Pour 2007, le programme de travail suivant est proposé par la mission :

- organiser rapidement sur Garoua une réunion sur l'appui-conseil aux groupements de producteurs entre la DPA Sodecoton, la Direction Technique de l'OPCC, et les chercheurs de l'IRAD du programme 2.1. en vue d'élaborer un programme conjoint d'expérimentation d'une démarche d'appui aux groupements de producteurs ; si l'animateur du programme 2.1. au Cameroun le juge utile, faire venir en appui Emmanuel Mbétid Bessane qui a initié en RCA des activités d'appui aux groupements de producteurs ;
- si accord OPCC et Sodecoton, expérimenter une démarche d'appui conseil auprès de quelques groupements des villages ARDESAC sur la gestion des intrants, et sur l'élaboration d'un budget prévisionnel en s'inspirant des modules développés en RCA « Gestion des stocks d'intrants par les groupements », et « Gestion des crédits par les groupements ».

## **3.2 Au Tchad**

Les activités du programme 2.1 au Tchad ont été présentées rapidement. Elles ont essentiellement porté sur le diagnostic global en 2005 sur les trois nouveaux terroirs (Djondang et al. 2006), et sur les enquêtes sur les exploitations et les OP en 2006.

Plus encore qu'au Cameroun, ce programme manque de ressources humaines. Sur les 6 théoriquement impliqués, seuls 4 ont participé aux activités mises en œuvre. De plus, l'animateur du programme (Djondang Koye) est peu disponible depuis qu'il a été nommé Directeur Scientifique de l'ITRAD. Réoungal Djinodji mène aussi des activités sur l'observatoire sur coton, et devrait partir en formation de Master en septembre 2007. Maurice Gadjibet s'intéresse surtout aux OP.

Le Comité Recherche-Développement (CRD) est prévu pour le 9 mars au Tchad.

### **3.2.1 Dynamique des systèmes de production et innovations**

#### **3.2.1.1 Analyse des dynamiques des systèmes de production**

Sont en cours la capitalisation des expériences sur l'ancien terroir PRASAC de Ngoko. Les données sur les structures d'exploitation ont été collectées et saisies ; il reste à les analyser.

En 2007, il est prévu une analyse comparative des dynamiques sur l'ancien terroir PRASAC (Ngoko), et sur les deux terroirs PRODALKA sur lesquels des enquêtes exploitations ont été réalisées en 2005.

#### **3.2.1.2 Mise au point d'une démarche de co-construction des innovations**

Rien n'a encore été initié sur ce point.

### **3.2.2 Adaptation et modalités de transfert du CEF au développement**

#### **3.2.2.1 Adaptation des méthodes de conseil aux besoins spécifiques des acteurs ;**

Aucune activité n'a été initiée sur le conseil individuel.

#### **3.2.2.2 Insertion du CEF dans les dispositifs d'appui au développement.**

Les contacts ont été renoués avec l'ONDR dont quelques agents avaient mené des activités de CEF sur cinq secteurs avec les moyens du PRASAC. Ces activités ont été arrêtées à la fin de la première phase du PRASAC. Aucune nouvelle action n'a été initiée.

Une tentative d'insertion du CEF au projet PRODALKA a été menée en 2005. Les agents (6) du programme agriculture durable de ce projet ont été formés sur la démarche CEF. Un agent de l'ONDR est intervenu sur deux terroirs de PRODALKA (Nguétté 1 et Lallé). Il a fait les trois modules sur le terroir de Nguétté : la sécurité alimentaire, la gestion de trésorerie et le plan prévisionnel de campagne. Sur le terroir de Lallé dans la zone de Fianga, il a surtout travaillé sur le module sécurité alimentaire. Mais en 2006, le PRODALKA a abandonné le CEF à cause des restrictions de ses moyens.

Une autre tentative d'insertion du CEF est en cours avec le CECADDEV, ONG chrétienne (protestante) basée à Pala et qui intervient dans tout le Mayo-Kebbi Ouest, une partie du Mayo-Kebbi Est et une partie de la Tandjilé. Des réunions pour s'accorder sur la démarche de conseil ont eu lieu courant 2006, mais elles n'ont pas abouti à la mise en œuvre d'activités de CEF. Il est seulement prévu d'organiser avec cette ONG, une formation sur la démarche, et sur un ou deux modules à ses agents (3) en mars 2007. Le module sur le plan prévisionnel de campagne sera abordé en priorité. Le CECADDEV a aussi trois agents recrutés pour travailler comme prestataires pour le PASAOP. Ces agents pourraient également être concernés par la formation, ainsi que quelques représentants d'OP.

### **3.2.3 Accompagnement des organisations de producteurs**

#### **3.2.3.1 Caractérisation des OP dans les terroirs de référence**

Le diagnostic de la structure et du fonctionnement des OP est réalisé sur les terroirs ARDESAC. Le rapport sera transmis à l'animateur régional de l'axe 2 fin février.

#### **3.2.3.2 Elaboration d'une démarche d'appui aux OP**

Aucune activité n'a été initiée sur cette question.

En 2007, il faut rechercher des OP intéressées par le conseil aux OP et mettre en œuvre des actions de conseil répondant à leurs propres besoins. Ce travail est à faire en relation avec la RCA qui a déjà élaboré quelques modules dans ce sens.

### **3.3 En République Centrafricaine (RCA)**

Les activités du programme 2.1 en RCA ont été présentées et discutées rapidement.

Sur les 13 agents affichés dans le tableau 1, trois travaillent à temps plein. Emmanuel Mbétid-Bessane coordonne les activités, Vopeyandé travaille sur la co-construction des innovations, et Nzango qui vient de partir en formation de DEA au Bénin travaille sur les OP. Pendant son absence, il sera remplacé par un jeune diplômé.

Le Comité Recherche-Développement est prévu le 5 mars.

### **3.3.1 Dynamique des systèmes de production et innovations**

#### **3.3.1.1 Analyse des dynamiques des systèmes de production**

L'analyse des structures d'exploitations a été présentée au Comité Scientifique en 2006. L'analyse des stratégies des exploitations depuis la crise cotonnière en 1998 sera présentée cette année à partir des études sur les villages du terroir de Goumbélé.

#### **3.3.1.2 Mise au point d'une démarche de co-construction des innovations**

Objectif : Partir des pratiques paysannes pour comprendre les performances de plusieurs cultures dans les conditions paysannes, discuter les résultats avec les producteurs et en tirer une fiche technique.

Riz de bas-fonds avec le programme enherbement ; de fortes variabilités de rendement du riz. Pour les paysans, hypothèses de mauvaises semences, mais tout le monde utilise les mêmes semences. On est reparti sur les pratiques culturales particulièrement sur la lutte contre l'enherbement. Dispositif de suivi avec les producteurs dans trois classes de rendement : faible, moyen, élevé avec 5 paysans par classe qui conduisent le riz comme ils ont l'habitude de faire. Ces paysans notent les informations. Après l'analyse, il est prévu de faire une fiche technique sur le riz de bas-fonds.

A l'issue du Comité Recherche Développement de 2005, les paysans ont dit qu'ils ne mettent pas d'engrais sur une jachère d'herbe du Laos, estimant que c'est inutile. Certains fument les parcelles à moitié, voire au quart des doses recommandées. Sur les villages du terroir de Goumbélé, des expérimentations paysannes sont mises en œuvre à partir des pratiques paysannes avec trois groupes de producteurs : sans engrais, 50 kg/ha, 75 à 100 kg/ha. Ces producteurs ont reçu des cahiers de suivi. Une restitution ainsi qu'une fiche technique sur la production du coton dans les conditions et avec les pratiques paysannes sont prévues. Les paysans non alphabétisés ont recours aux lettrés de la famille ou du village pour le remplissage des fiches. Le secrétaire du groupement les supervise.

### **3.3.2 Adaptation et modalités de transfert du CEF au développement**

Rien n'a été fait sur le conseil aux exploitations familiales agricoles par manque de ressources humaines et financières.

### **3.3.3 Accompagnement des organisations de producteurs**

#### **3.3.3.1 Caractérisation des OP dans les terroirs de référence**

Le diagnostic des OP a été terminé en 2006. Après les restitutions des travaux aux OP, les besoins suivants d'appui-conseil sont ressortis : Contrat de commercialisation de poisson, contrat de commercialisation de maïs, gestion des stocks d'intrants, gestion financière des OP, gestion des crédits pour les peulhs, défense des intérêts des paysans.

#### **3.3.3.2 Elaboration d'une démarche d'appui aux OP**

A partir des besoins des diagnostics, cinq modules ont été élaborés et testés auprès de quelques OP et validés. Des formations sont en cours sur ces modules auprès de 14 OP (voir trois exemples de modules en annexes) :

- Contrat de commercialisation des poissons (groupements de pêcheurs)
- Contrat de commercialisation de maïs (groupement de producteurs de vivriers)
- Gestion des stocks d'intrants (groupements de producteurs de coton)
- Gestion des crédits intéressent tous les groupements.

Il est important de voir les possibilités de valoriser les modules élaborés en RCA dans les activités d'appui-conseil aux OP à mettre en œuvre au Cameroun et au Tchad. En RCA, il faut déjà réfléchir à la mise en œuvre de certains modules de la démarche d'appui aux OP avec des opérateurs de développement et des ONG.

## **4 Conclusion et perspectives**

### **4.1 Conclusion**

Le programme 2.1 d'ARDESAC est aussi ambitieux que la composante Conseil de Gestion du PRASAC réalisée entre 1999 et 2002. De plus, au Cameroun, la province de l'Adamaoua a été ajoutée. Pourtant, les ressources financières (ARDESAC et autres) mobilisables sont nettement inférieures et les ressources humaines sont en diminution, autant les chercheurs nationaux que les expatriés<sup>12</sup> CIRAD et ATD du MAE. Dans un tel contexte, mener l'ensemble des activités prévues n'est pas possible, ce qui nécessite en 2007 de réajuster l'ensemble des activités des programmes aux moyens humains et financiers disponibles. Le programme 2.1. doit déterminer des priorités d'actions et présenter un budget détaillé et argumenté avant la tenue des comités scientifiques et de pilotage.

Le bilan des activités du programme 2.1. confirme ces constats (Tableau 2), et montre une faible cohérence entre les activités effectivement réalisés dans les 3 pays.

La mobilisation des ressources humaines est faible en comparaison des prévisions effectuées lors de l'élaboration du programme.

Environ la moitié des activités des projets des programmés a été initiée dans chaque pays sur des thématiques différentes :

- Cameroun : l'accent est mis sur les dynamiques des systèmes de production et sur la co-construction des innovations ; et ponctuellement des activités ont été menées sur l'appui-conseil (accompagnement de la mise en œuvre du CEF par la Sodécoton, bilan d'expériences d'appui-conseil au Nord-Cameroun) et la caractérisation des OP dans un seul site ;
- Tchad : l'accent est mis sur les dynamiques des systèmes de production, et le diagnostic des OP a été initié ;
- RCA : l'accent est mis sur les dynamiques des systèmes de production, la co-construction des innovations, et l'accompagnement des OP (diagnostic et tests de modules de conseil auprès d'OP intéressées).

Aucune activité sur le CEF n'a été initiée au Tchad et en RCA. Seuls quelques tests avec des groupes religieux et le suivi par un étudiant de la mise en œuvre de la démarche par SODECOTON-SADEL ont été réalisés au Cameroun.

La coordination des activités et l'animation du programme est nettement insuffisante, tant au sein des pays qu'au niveau régional, ce qui doit être corrigé rapidement. Pour ce faire, les animateurs régionaux des programmes et des axes doivent mettre dès à présent un accent sur l'animation et la circulation de l'information entre les chercheurs de leur programme et de leur axe en systématisant l'utilisation de la messagerie électronique, et en demandant régulièrement aux chercheurs d'informer les autres de leurs activités selon une périodicité à définir. Mais, la communication par mail présente des limites pour le suivi effectif des activités. A distance, on donne toujours l'impression que tout marche bien, ce qui n'est pas toujours vrai. Les rencontres permettent de corriger les insuffisances et de faire un bon suivi

---

<sup>12</sup> Pour l'ensemble des programmes mis en œuvre, les effectifs d'expatriés par exemple sont passés de 12 dans le cadre du PRASAC à 5 dans l'ARDESAC (Joseph Wey, Jean-Paul Lyannaz, Thierry Brevault, Damien Hauswirth, Philippe Boumard).

des activités. Il apparaît donc très utile que les animateurs puissent se rendre au moins une fois l'an dans les trois pays.

Les Délégués Nationaux doivent veiller à ce que les chercheurs respectent leurs engagements dans les programmes et travaillent ensemble.

Enfin, ce programme doit chercher à trouver un juste équilibre entre l'acquisition de connaissances (enquêtes, suivis, mesures) et les opérations de Recherche-Développement qui intéressent plus directement les agriculteurs et les éleveurs (Dugué 2006).

**Tableau 2. Le point sur les activités initiées par le programme 2.1. fin 2006**

		Cameroun	Tchad	RCA
Estimation ressources humaines disponibles		Entre 2 et 3 h/an 2 techniciens Etudiants	Entre 1 et 2 h/an	3 h/an
Systèmes de production et innovations	Systèmes de Production	Enq. structure exp.	Enq. structure exp.	Enq. Structure et stratégie exp.
	Innovations	Activité principale	Néant	Oui
Transfert CEF	Adaptation méthodes	Néant	Néant	Néant
	Insertion CEF	Tests avec religieux Etudiant CEF sodécoton	Contacts pris	Néant
Accompagne ment des OP	Diagnostic OP	Initié	Initié	Réalisé
	Appui-conseil OP	Néant	Néant	Test avec 14 OP

Légende Enq. Enquête ; exp. Exploitation ; h/an. Un chercheur à temps plein

## 4.2 Perspectives

Au vu des discussions de la mission avec les chercheurs du programme 2.1., mais aussi avec les animateurs des axes 1 et 2 présents à Garoua, il est important d'organiser en septembre 2007 (au Tchad) et en janvier 2008 (Bangui) une mission des animateurs des programmes et des axes afin qu'ils puissent réellement jouer leur rôle d'animateur. Il apparaît à l'usage que les échanges par mail et par courrier, même s'ils peuvent encore être améliorés, ne sont pas suffisants pour mobiliser les chercheurs et même les responsables des différents programmes.

A titre de comparaison, la composante conseil de gestion du PRASAC a bénéficié chaque année, soit d'une mission d'appui (Kleene en 1999), soit de réunions d'animation et de coordination régionales des activités de la composante auxquelles participaient les chercheurs de la composante dans chaque pays : 2000 et 2001 à Garoua sur l'ensemble des activités, 2002 à Garoua et 2003 à Moundou au travers d'ateliers sur les restitutions des études sur les stratégies des producteurs.

Concernant le programme 2.1., les chercheurs doivent éviter la fuite en avant et mettre, dès maintenant, un accent sur la rédaction des documents (rapports d'activités, synthèses, etc) pour rattraper le retard accumulé, et aussi pour donner aux animateurs de programmes et d'axes, les éléments à présenter au Comité Scientifique d'avril. Vu les travaux menés et les connaissances accumulées par le programme 2.1., les nouvelles connaissances à présenter au Comité Scientifique doivent porter sur les stratégies adaptatives des producteurs, la co-construction des innovations, et les connaissances acquises sur les OP et leur fonctionnement.

D'ici la fin d'ARDESAC, il ne paraît pas judicieux d'initier de nouvelles activités, mais plutôt de consolider celles mises en œuvre.

Au Cameroun, le plus urgent est d'organiser d'ici fin mars-début avril, une réunion entre le Délégué National et les chercheurs réellement impliqués et disponibles en 2007, pour discuter des activités à mettre en œuvre cette année ; par exemple, en mobilisant davantage André Djonnéwa qui était bien impliqué dans la composante conseil de gestion du Prasac. Le programme à discuter peut s'appuyer sur les propositions suivantes, et doit aussi tenir compte des budgets disponibles en 2007 :

- Rédiger une synthèse des travaux et enquêtes sur les exploitations agricoles déjà effectués ; responsabilité de l'animateur du programme ;
- Mener une étude sur les stratégies adaptatives des producteurs face aux évolutions du contexte dans les sites où les chercheurs responsables (J. Wey, C. Njomaha, Totoum) peuvent s'engager fermement ; ces études peuvent être menées avec l'appui d'étudiants, en priorité sur le site de Gaorua ;
- continuer les activités sur la co-construction des innovations initiées dans les villages proches de Garoua en faisant ressortir aussi les aspects liés à la mise en œuvre de la démarche ; initier éventuellement quelques activités sur les autres sites (Maroua, Mbang Mboum) sous réserve que les chercheurs responsables de ces sites s'engagent fermement, et que les moyens disponibles le permettent ;
- s'impliquer plus dans l'expérience de CEF Sodécoton-Sadel en organisant une réunion de concertation entre la DPA Sodécoton, le Sadel et l'IRAD pour discuter de l'appui et de la contribution de l'ARDESAC à cette expérience en 2007 ; responsabilité de Joseph Wey en tant qu'animateur du programme ;
- surseoir aux activités de conseil individuel par manque de ressources humaines et financières ; envisager, mais cela n'apparaît pas prioritaire, la possibilité d'organiser un atelier sur la présentation et l'utilisation d'Olympe de 2 à 3 jours animé par Patrick Jagoret en poste à l'IRAD à Yaoundé ;
- Initier des réflexions et concertation sur l'appui conseil aux OP avec l'OPCC et le CRPA qui devrait déboucher sur un programme d'activités à mettre en œuvre si des moyens humains et financiers complémentaires à ceux de l'ARDESAC peuvent être mobilisés (on pense à des thèmes comme la gestion des intrants et l'élaboration de budget prévisionnel par les groupements) ; responsabilité de l'animateur du programme en concertation avec les chercheurs responsables des autres sites (C. Njomaha, Totoum) ;
- et mener une première étude sur les réseaux de diffusion des connaissances dans les villages proches de Garoua dans le cadre d'un stage de fin d'études d'ingénieur ; responsabilité de l'animateur du programme.

Pour le Tchad, le temps n'a pas permis à la mission d'approfondir le programme des activités réalisées et prévues. Mais, le peu de ressources humaines mobilisables et disponibles nécessitent de mener un nombre limité d'activités afin d'éviter que les chercheurs ne se dispersent. La mission formule les propositions suivantes pour 2007 :

- Rédiger une synthèse des travaux et enquêtes sur les exploitations agricoles déjà effectués sous la responsabilité de l'animateur du programme ;
- Mener une étude comparative sur les dynamiques des exploitations face aux évolutions du contexte dans un ancien terroir PRASAC (Ngoko) et deux terroirs PRODALKA ; responsabilité de l'animateur du programme ;
- Continuer les discussions avec CECADDEV visant à mettre en œuvre en 2007 des activités de CEF avec cette ONG : i) ateliers de formation des animateurs de CECADDEV, ii) mise en œuvre d'activités de CFE par les animateurs formés ; responsabilité de l'animateur du programme ;

- Rechercher des OP intéressées par le conseil aux OP, et tester avec quelques-unes des modules élaborés par l'équipe de RCA répondant aux besoins de ces OP ; responsabilité de Maurice Gadjibet.

Pour la RCA, comme pour le Tchad, la mission a consacré peu de temps à l'approfondissement du programme des activités réalisées et prévues. La mission formule les propositions suivantes pour 2007 :

- Finaliser la rédaction d'une synthèse sur les stratégies des producteurs sous la responsabilité de l'animateur du programme ;
- Consolider les activités de co-construction des innovations initiées en 2006 ; responsabilité de Vopeyandé ;
- Continuer l'expérimentation du conseil aux OP, à partir des modules élaborés, et rechercher des partenaires du développement intéressés par la démarche ; responsabilité de l'animateur du programme, Nzango étant en formation.

Pour terminer, il est important de rappeler comme cela a été fait pour d'autres études et d'autres pays (Havard et al. 2006<sup>13</sup>) que la mise en œuvre d'activités de conseil aux exploitations et aux OP nécessite un renforcement de la formation de base des paysans en matière de gestion. Ceci nécessite aussi de revoir les programmes d'enseignements et de formations dans les écoles d'agriculture, dans les universités, et aussi de développer l'éducation de base et l'alphabétisation des paysans. Ce sont des préalables indispensables à la mise en œuvre d'activités de conseil.

### **4.3 Travaux de valorisation en 2007**

En termes de valorisation scientifique, il est prévu une présentation de la démarche de CEF testée avec la Sodecoton à Yaoundé le 10 mai lors d'une visio-conférence organisée par la Banque Mondiale.

Il est proposé en 2007 de mettre l'accent sur :

- La rédaction d'un article régional sur les dynamiques des stratégies des exploitations depuis une dizaine d'année en Afrique Centrale ;
- de discuter, avec les données disponibles des travaux du PRASAC et de l'ARDESAC, les éléments de l'augmentation de la pauvreté dans les zones des savanes d'Afrique Centrale ;
- de réaliser une synthèse sur les types d'OP et leurs contraintes, en abordant la démarche de conseil développée en RCA ;
- de soumettre des communications à colloques (colloque EEAE de Montpellier, Revue IRAD 2007, colloque SFER de décembre 2007, etc) sur les exploitations, les contraintes de fonctionnement des OP, le conseil à l'exploitation familiale, etc
- d'élaborer des modules pédagogiques de conseil aux OP : gestion des stocks d'intrants, gestion financière, etc. ;
- etc.

---

<sup>13</sup> Havard M., Coulibaly Y., Dugué P., 2006. Etude de capitalisation des expériences de conseil agricole au Mali. Bamako, Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali, CIRAD, 95 p.

## **Annexe 1. Calendrier de la mission**

### **Dimanche 28 janvier**

Déplacement N'Djamena-Maroua (Mbétid-Bessane Emmanuel, Ankogui Guy-Florent et Djondang Koye)

Séances de travail (Mbétid-Bessane Emmanuel avec les chercheurs IRAD de Maroua, impliqués dans le programme 2.1.)

### **Lundi 29 janvier**

Déplacement Yaoundé-Garoua (Michel Havard)

Déplacement Maroua-Garoua (Mbétid-Bessane Emmanuel, Ankogui Guy-Florent, Djondang Koye et André Djonnéwa)

Elaboration Programme Mission : Joseph Wey (IRAD), Djondang Koye (ITRAD), Emmanuel Mbétid-Bessane (Université Bangui), André Djonnéwa (IRAD), Michel Havard (IRAD/CIRAD), Guy Florent Ankogui (Université Bangui).

### **Mardi 30 janvier**

Présentation des missions Emmanuel Mbétid Bessane, Michel Havard

Discussions axe 1 et axe 2

Présentation et discussions programme 2.1. Cameroun

### **Mercredi 31 janvier**

Rencontre Directeur Production Agricole Sodécoton (Michel Thézé)

Entretien projet PARI et CRPA, Délégation Provinciale de l'Agriculture (Dominique Morant, CTP, Délégué Provincial Agriculture)

Entretien avec Mana Bourou, stagiaire FASA Dschang sur l'analyse des approches participatives d'appui conseil menées au Nord Cameroun ces dix dernières années.

Entretien avec OPCC (Amadou Nouhou, Directeur Technique, Oumarou Youssoufa, formateur), et chef de la professionnalisation Sodécoton (Nathan Bello)

### **Jeudi 1 février**

Entretien avec le GPA de Boumedje

Entretien avec Chef Secteur Sodécoton de Ngong et Chef de Zone de Boumedje

Entretien avec Religieux (protestant, Catholique, musulman) en Cdg des villages de Mafa Kilda, Laïndé Karéwa et Israël.

### **Vendredi 2 février**

Présentation de l'état d'avancement de son mémoire par Mana Bourou, étudiant de la FASA de Dschang.

Présentation activités du programme 2.1. au Tchad et en RCA.

Synthèse et préparation rapport provisoire.

Voyage Garoua-Yaoundé : M. Havard

### **Samedi 3 février**

Voyage Garoua-Maroua : Emmanuel Mbétid Bessane, Djondang Koye, André Djonnéwa



## Annexe 2. Bibliographie sur les exploitations agricoles et le conseil à l'exploitation familiale (PRASAC et ARDESAC)

En bleu, les références bibliographiques produites par le programme 2.1.

### Articles

Djamen Nana P., Djonnéwa A., Havard M., Legile A., 2003. Former et conseiller les agriculteurs du Nord-Cameroun pour renforcer leurs capacités de prise de décision. *Cahiers Agricultures* 12 (4) : 241-245.

Havard M., Fall A., Njoya A., 2004. La traction animale au coeur des stratégies des exploitations agricoles familiales en Afrique subsaharienne. *Revue d'Elevage et de Médecine Vétérinaire des Pays tropicaux*, 57 (3-4) : 183-190.

Kossoumna Liba'a N., Havard M., 2006. Mutations de la filière cotonnière dans les provinces septentrionales du Cameroun. Perception et stratégies paysannes. *Cahiers de Géographie du Québec* 50 (139) : 65-82.

Mbétid-Bessane E., 2002. Les producteurs de coton face à la libéralisation de la filière : Le cas de Centrafrique. *Les Cahiers d'Outre-Mer* 220 (55) : 435-452.

Mbétid-Bessane E., 2003. Crise cotonnière en Centrafrique et choix des agriculteurs en fonction de leur localisation à la ville. *Tropicultura* 21 : 218-220.

Mbétid-Bessane E., 2004. Apiculture, source de diversification de revenus des petits agriculteurs : cas du bassin cotonnier en Centrafrique. *Tropicultura* 22 (3) : 156-158.

Mbétid-Bessane E., 2004. Faiblesse de la main-d'œuvre familiale et diversification des activités dans les exploitations agricoles de la zone cotonnière en Centrafrique. *Tropicultura* 22 (2) : 88-92.

Mbétid-Bessane E., Gafsi M., 2003. Stratégies des exploitations cotonnières et libéralisation de la filière. *Cahiers Agricultures* 12 (4) : 253-260.

Mbétid-Bessane E., Havard M., Djondang K., 2006. Evolution des pratiques de gestion dans les exploitations agricoles familiales des savanes cotonnières d'Afrique centrale. *Cahiers Agricultures* 15 (6) : 555-561

Vall E., Djamen P., Havard M., Roesch M., 2007. Investir dans la traction animale : le conseil à l'équipement. *Cahiers Agriculture* 16 (2) : 93-100.

### Communications à séminaires

Awono C., Havard M., Assana M., 2002. Le conseil à l'élevage. Une démarche pour accompagner l'intégration de l'élevage à l'agriculture dans les exploitations agricoles du Nord-Cameroun ? In Jamin J.Y., Seiny Boukar L. (éditeurs scientifiques). *Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis*. Actes du colloque, 27-30 mai 2002, Garoua, Cameroun. N'Djamena, Tchad, Prasac, XXX p.

Djamen N. P., Djonnéwa A., Havard M., 2005. Co-construction d'une démarche de conseil aux exploitations agricoles familiales du Nord-Cameroun. *Revue Scientifique 2005 de l'IRAD : La recherche au service des acteurs du monde rural*, 25-28 juillet, Yaoundé, Cameroun, 10 p.

Djamen N. P., Djonnéwa A., Havard M., 2005. Co-construction d'une démarche de conseil aux exploitations agricoles familiales du Nord-Cameroun. Communication présentée à la *Revue Scientifique 2005 de l'IRAD : La recherche au service des acteurs du monde rural*, 25-28 juillet, Yaoundé, Cameroun, 10 p.

Djamen Nana P., Djonnéwa A., Havard M., Legile A., 2002. Du diagnostic au conseil. Démarche méthodologique pour accompagner les agriculteurs du Nord – Cameroun sur la voie de la professionnalisation. In Jamin J.Y., Seiny Boukar L. (éditeurs scientifiques). *Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis*. Actes du colloque, 27-30 mai 2002, Garoua, Cameroun. N'Djamena, Tchad, Prasac, XXX p.

Djamen Nana P., Havard M., 2002. Managment Advice for Family Farms : An extension process to help farmers of North Cameroon meet up challenges of professionalization, p. 580-588. In pre-

proceedings Fifth IFSA Symposium "Farming and Rural Systems Research and Extension. Local Identities and Globalisation", April, 8-11, Florence, Italy, 861 p.

Djamen Nana P., Havard M., Djonnéwa A., 2001. Le conseil d'exploitation : Une démarche d'aide à la décision pour limiter l'impact des aléas climatiques sur les exploitations agricoles en zone soudano-sahélienne du Nord-Cameroun ? . Communication à l'atelier CILSS "Comment conseiller les producteurs des zones soudaniennes et soudano-sahéliennes face aux risques climatiques, hydrologiques et phytosanitaires", 19 au 23 mars 2001, Niamey, Niger, 8 p.

Djamen Nana P., Havard M., Djonnéwa A., 2001. Vers une démarche d'aide à la décision adaptée aux exploitations agricoles du Nord-Cameroun : le conseil de gestion. Communication présentée au Comité Scientifique PRASAC, 5 au 8 février 2001, Maroua, Cameroun, 15 p.

Djondang K. 2006. Retard de paiement, une des caractéristiques du dysfonctionnement de la filière cotonnière au Tchad. Communication présentée lors du Forum national de la recherche scientifique et des innovations technologiques (FRSIT) du 18 au 25 novembre 2006 à Ouagadougou, Burkina Faso. 14 p.

Djonnéwa A., Havard M., Legile A., 2001. Le conseil de gestion au Nord-Cameroun. Document préparé pour l'atelier d'échanges et de capitalisation "conseil de gestion à l'exploitation en Afrique au Sud du Sahara", Bohicon, Bénin, 19 au 23 novembre 2001. Garoua, IRAD/PRASAC/DPGT, 30 p.

Gafsi M., Mbétid-Bessane E., 2001. Stratégies des producteurs de coton dans le contexte de libéralisation de la filière - le cas de Centrafrique. Communication au Colloque international « Un produit, une filière, un territoire », Toulouse, France, 14 p.

Legile A., 1999. Mise au point d'un dispositif d'aide à la décision pour les exploitations agricoles du Nord-Cameroun. In : Dugué P., ed. *Références technico-économiques et conseil aux exploitations agricoles. Actes de l'atelier du 1<sup>er</sup> septembre 1999*. Montpellier, France : Cirad, 1999 : 81–93

Legile A., 2002. Groupements Paysans cotonniers du Nord-Cameroun : favoriser la responsabilisation collective. In : Jamin J.Y., Seiny Boukar L., ed. *Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis. Actes du colloque de mai 2002*. Garoua, Cameroun, 15 p.

Legile A., Havard M., Djamen Nana P., Daouda O., 2004. De l'encadrement au conseil à l'exploitation : (r)évolution des pratiques d'appui aux agriculteurs du Nord-Cameroun. 3<sup>ème</sup> édition des Journées Olivier de Serres, Les entretiens du Pradel « Agronomes et Innovation », 6 et 7 septembre, 14 p.

Mbétid-Bessane E., Havard M., Djamen Nana P., Djonnéwa A., Djondang K., Leroy J., 2002. Typologies des exploitations agricoles dans les savanes d'Afrique centrale. Un regard sur les méthodes utilisées et leur utilité pour la recherche et le développement. In Jamin J.Y., Seiny Boukar L. (éditeurs scientifiques). *Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis. Actes du colloque, 27-30 mai 2002*, Garoua, Cameroun. N'Djamena, Tchad, Prasac, XXX p.

Mbétid-Bessane E., Havard M., Djonnéwa A., Djondang K., Leroy J., 2002. Stratégies des agriculteurs des savanes d'Afrique centrale face à la restructuration de la filière coton. In Jamin J.Y., Seiny Boukar L. (éditeurs scientifiques). *Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis. Actes du colloque, 27-30 mai 2002*, Garoua, Cameroun. N'Djamena, Tchad, Prasac, XXX p.

Roesch M., Vall E., Kénikou Mounkama C., Havard M., 2002. Recettes, dépenses et crédits, comment accorder les rythmes ? Ce que peut apporter le conseil d'exploitation à la gestion de la trésorerie des ménages agricoles et aux institutions de microfinance. In : « Le financement de l'agriculture familiale dans un contexte de libéralisation : quelle contribution de la microfinance ? », Montpellier, France :

Vall E., Djamen Nana P., Havard M., 2002. Expérimentation d'une méthode de conseil individuel à l'équipement de traction animale. In Jamin J.Y., Seiny Boukar L. (éditeurs scientifiques). *Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis. Actes du colloque, 27-30 mai 2002*, Garoua, Cameroun. N'Djamena, Tchad, Prasac, CD-ROM.

Vall E., Djamen Nana P., Havard M., Roesch M., 2003. Seuils de pauvreté et projets d'équipement agricole : une étude de cas sur 4 exploitations cotonnières du Nord-Cameroun, p. 1-12. In : *Elevage et pauvreté : actes de l'atelier recherche CIRAD*, Montpellier, 11 et 12 septembre 2003.

Wambo Yamdjeu A.H., Havard M., Njoya A., 2002. Développer l'agriculture irriguée pour consolider la sécurité alimentaire au Nord-Cameroun. In Jamin J.Y., Seiny Boukar L. (éditeurs scientifiques). Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis. Actes du colloque, 27-30 mai 2002, Garoua, Cameroun. N'Djamena, Tchad, Prasac, XXX p.

## Thèses et PhD

Djondang K., 2003. Gestion d'exploitations agricoles dans un contexte de culture cotonnière dans la zone soudanienne du Tchad. Toulouse : *Thèse de doctorat*. Institut National Polytechnique.

Mbétid-Bessane E., 2002. Gestion des exploitations agricoles dans le processus de libéralisation de la filière cotonnière en Centrafrique. *Thèse de doctorat*, Institut National Polytechnique de Toulouse.

## Mémoires d'étudiants (Ingénieurs, DEA, MSc)

Abakachi, 2000. Analyse-Diagnostic de la sécurité alimentaire des exploitations agricoles de l'Extrême-Nord Cameroun. Mémoire présenté en vue de l'obtention du Diplôme d'Etude Supérieure et Spécialisée en "Développement Agricole". Université Paris I, Institut National Agronomique de Paris-Grignon, 77 p., annexes.

Abakachi, 2001. L'insécurité alimentaire des familles paysannes de la zone cotonnière de l'Extrême-Nord du Cameroun. Diplôme d'Etude Approfondie "géographie et pratiques du développement du tiers monde", Université Paris X, Nanterre, 95 p.

Awono Bessa C., 2000. Intégration agriculture-élevage dans les exploitations possédant des bovins en zone cotonnière du Nord-Cameroun. Cas des exploitations suivies par le Projet Développement Paysannal et Gestion de Terroir. Mémoire d'Ingénieur Agronome. FASA, Dschang, 82 p.

Balkissou Moussa, 2000. Pratiques de gestion des ressources alimentaires et monétaires dans les exploitations agricoles du Nord-Cameroun. Cas des terroirs de Fignolé et Mowo. Mémoire présenté en vue de l'obtention du diplôme d'Ingénieur Agronome. Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles, Université de Dschang, Cameroun, 72 p.

Boukassa Vagaï, 2002. Adaptation d'une démarche de conseil individuel aux exploitations agricoles familiales. Identification et caractérisation des projets mis en œuvre par les paysans : Cas des villages Mafa-kilda et Pohouoré. Mémoire d'Ingénieur Agronome. FASA, Dschang, 75 p.

Cathala M., 2003. Capacité d'innovation des producteurs de coton : prise de décision et circulation des informations. Cas de la diffusion de la culture d'oignon chez les producteurs de coton du Nord-Cameroun. DEA Essor (Espaces, Sociétés Rurales et logiques économiques). Université Toulouse-le-Mirail, Toulouse, 91 p.

Djamen Nana P., 2000. De l'analyse du fonctionnement des exploitations agricoles aux propositions d'appui-conseil. Etude de cas à Fignolé (Nord-Cameroun). Mémoire d'Ingénieur Agronome. FASA, Dschang, 75 p., annexes.

Djomo Sandrine, 2007. Diagnostic de la démarche conseil à l'exploitation agricole dans les groupements de producteurs autonomes de coton de l'Extrême-Nord du Cameroun. Mémoire présenté en vue de l'obtention du diplôme d'Ingénieur Agronome. Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles, Université de Dschang (mémoire en cours de finalisation).

Djoukam Djoméni A.N., 2003. Etude du conseil adapté à la gestion des exploitations familiales dans les filières cotonnières d'Afrique Francophone. Cas du Cameroun. Mémoire de Maîtrise en Economie de Gestion. Faculté de Gestion, Université Catholique Yaoundé, 69 p.

Dongmo Ngoutsop A. L., 2002. Accessibilité des paysans aux facteurs de production et incidence sur leurs pratiques en zone cotonnière du Nord-Cameroun. . Diplôme d'Etude Approfondie. Université de Ngaoundéré, Ngaoundéré, 80 p.

Kossoumna Liba'a N., 2002. Les stratégies paysannes face aux mutations de la filière cotonnière au Cameroun. Diplôme d'Etude Approfondie. Université de Ngaoundéré, Ngaoundéré, 55 p.

Legile A., 1999. De l'analyse des pratiques de gestion, à la proposition d'outils d'aide à la décision : étude sur les exploitations agricoles du Nord-Cameroun. Mémoire d'Ingénieur d'Agronomie. ENESAD, Dijon, 58 p., annexes.

Mana Bourou, 2007. Bilan des expériences d'appui-conseil mises en œuvre au Nord-Cameroun. Mémoire pour l'obtention du diplôme d'Ingénieur Agronome de la FASA, Université de Dschang, Cameroun. (mémoire en cours de finalisation).

Moussa M.L., Jonsson M., 1998. Contribution à l'analyse du fonctionnement des exploitations agricoles en zone cotonnière du Nord-Cameroun : Intérêts pour la mise en place d'une action de conseil de gestion (le cas du village de Mafakilda). Mémoire présenté pour l'obtention du DAT. Montpellier, CNEARC, 93 p.

Ndzana Abanda R.F., 2000. Analyse du fonctionnement des exploitations agricoles en zone cotonnière du Nord-Cameroun : le terroir de Mowo. Mémoire d'Ingénieur Agronome. FASA, Dschang, 114 p.

Ngardouel O., 2001. Etude socio-économique des exploitations agricoles en zone cotonnière du Tchad, Contribution à la mise en place d'opérations de conseil de gestion à Behongo. PRASAC, FASA, Université de Dschang, 62 p. et annexes.

Ousmanou Daouda, 2002. Caractérisation des exploitations agricoles en conseil de gestion de la zone cotonnière du Cameroun et mise au point d'une grille d'analyse. Mémoire d'Ingénieur Agronome. FASA, Dschang, 77 p.

Pefakoue I., 2001. Analyse des effets du conseil de gestion sur les exploitations agricoles du Nord-Cameroun. Perception des producteurs du village de Mafa Kilda. Mémoire de fin d'études d'Ingénieur des Techniques Agricoles des régions chaudes. Montpellier, CNEARC, 107 p.

Yakendé R., 2003. Diagnostic de la sécurité alimentaire des exploitations agricoles au Nord-Cameroun. Le cas de Badjouma III. Mémoire présenté pour l'obtention du DAT. Montpellier, CNEARC, 90 p.

Yamdjeu Wambo A.H., 2000. Analyse du fonctionnement des exploitations agricoles en zone cotonnière du Nord-Cameroun. Contribution à la mise en place d'opérations de conseil de gestion à Gadas. Mémoire d'Ingénieur Agronome. FASA, Dschang, 70 p.

## Rapports de synthèses

Anonyme, 2005. Didango-Mandjo un terroir villageois en Centrafrique. Bangui, ITRAD, Université de Bangui, ANDE, 17 p.

Awono C., Assana M., Havard M., 2002. Améliorer la durabilité et la viabilité des exploitations agricoles au Nord-Cameroun par l'élevage intégré ?. Garoua, IRAD, SADEL, SODECOTON, 8 p.

Awono C., Havard M., 2001. De la production de fumure organique au conseil à l'élevage dans les exploitations d'agro-éleveurs au Nord-Cameroun. Garoua, DPGT/IRAD, 18 p.

Djondang K., Maho A., Mbayhoudel K., Naitormbaide M., Mahamat S., Nadmba Gadjibet M., Bahoutou L., Besso B. 2006. Diagnostic global des terroirs de : N'Guéttél Léo Baktana et Gang Kodjo. Rapport de synthèse (Provisoire). Ndjaména, PRASAC, 62 p.

Djondang K., Leroy J., 2000. Rapport d'activité 2 000 dans les terroirs Prasac du Tchad : Béhongo, Djoye3, Koudoti, Ndaba, Ngoko, Tchanar. Composante 3 : conseil de gestion, ITRAD/PRASAC, 25 p.

Djonnéwa A., Havard M., Tarla F., 2000. Composante Conseil de Gestion aux exploitations. Programme novembre 1999 - mai 2000. Cameroun. IRAD, PRASAC, Garoua, 28 p.

Djonnéwa A., Tarla F., Havard M., Zébazé I., 2000. Les exploitations agricoles dans les terroirs de référence du PRASAC au Cameroun en 1999. Document de travail. IRAD, PRASAC, Garoua, 28 p.

Havard M., 2003. Caractéristiques des exploitations agricoles dans le village de Badjouma. Résultats de l'enquête effectuée en 2003. Garoua, IRAD, PRASAC, 24 p.

Havard M., Abakar O., 2001. Bilan de la campagne agricole 2000/2001 dans les exploitations des terroirs de référence du PRASAC au Cameroun. Garoua, IRAD/PRASAC, 34 p.

Havard M., Abakar O., 2002. Caractéristiques et performances des exploitations agricoles des terroirs de référence du PRASAC au Cameroun. Garoua, IRAD/PRASAC, 27 p.

Havard M., Djonnéwa A., Mbéti-Bessane E., Leroy J., Djondang K., Vandou, Tarla F., 2001. Le conseil de gestion en régions chaudes : méthodes, outils, références bibliographiques, et enjeux pour

le développement dans la zone PRASAC. N'Djaména, IRAD/ITRAD/ICRA/PRASAC, Document de travail, 22 p.

Havard M., Djonnéwa A., Tarla F., 2000. Appui-conseil aux exploitations agricoles. Programme année 1. Cameroun. Garoua, IRAD-PRASAC, 28 p.

Havard M., Enam J., Abakar O., 2000. Les exploitations agricoles dans les terroirs de référence du PRASAC au Cameroun. Résultats de l'enquête exhaustive réalisée entre mars et mai 2000. Garoua, IRAD/PRASAC, 24 p.

Havard M., Koulandi J., Njiti C.F., Njoya A., Vall E., Tarla F., 2000. Méthodologie de diagnostic global utilisée dans les terroirs villageois du PRASAC au Cameroun. Document de travail. IRAD, PRASAC, Garoua, 25 p.

IRAD/PRASAC/DPGT, 2001. Conseil de gestion aux exploitations agricoles. Programme de l'année 2. Cameroun. Garoua, IRAD/PRASAC, 38 p.

Mbétid-Bessane E., 2000. Structure, fonctionnement et trajectoire des exploitations agricoles en zone cotonnière de la République Centrafricaine : Analyse de la diversité. Bangui, ICRA/PRASAC, 13 p.

Njomaha C. 2006. Synthèse bibliographique sur le terroir de Mowo. Maroua, IRAD, PRASAC, 13 p.

Njomaha C., Ntoupka M., Lenzemo W.V., Folefack D.P., Mounoumeck P.V., Bachirou M., Fotsing E., Njiemoun A., Sale A., Palou Oumarou M. 2006. Réactualisation du diagnostic global de Mowo. Maroua, IRAD, PRASAC, 33 p.

Sali Bourou, Onana J. Dongmo Ngoutsop A.L., Enam J., Aboubakar Moussa, Wey J. 2006. Terroir de Laïndé Karéwa. Diagnostic global. Garoua, IRAD, PRASAC, 29 p.

Totoum, Deffo V., Aguégua A. 2006. Dynamique des systèmes de production dans le terroir de Mbang-Mboum, Adamaoua, Cameroun. Wakwa, IRAD, PRASAC, 18 p.

Wey J., Bebom Tite, Faikréo J., Takoua S. 2006. Les exploitations agricoles dans les terroirs de référence du PRASAC au Cameroun. Résultats de l'enquête exhaustive réalisée dans le village de Mafa Kilda. Garoua, IRAD, PRASAC, 17 p.

Wey J., Bebom Tite, Faikréo J., Takoua S. 2006. Les exploitations agricoles dans les terroirs de référence du PRASAC au Cameroun. Résultats de l'enquête exhaustive réalisée dans le village de Laïndé Karéwa. Garoua, IRAD, PRASAC, 17 p.

Wey J., Bebom Tite, Faikréo J., Takoua S. 2006. Les exploitations agricoles dans les terroirs de référence du PRASAC au Cameroun. Résultats de l'enquête exhaustive réalisée dans le village d'Israël. Garoua, IRAD, PRASAC, 17 p.

Wey J., Oline J.P., Bebom Tite, Mbiandoum M., Enam J. 2005. Terroir de Mafa Kilda. Résultat du diagnostic global. Garoua, IRAD, PRASAC, 34 p.

## **Compte-rendus de séances de formation, de conventions, etc**

Awono C., 2000. Compte-rendu des séances de formation des zootechniciens de secteurs au "Conseil aux exploitations possédant des bovins et/ou des petits ruminants". 6 et 7 ; 9 ; 20 et 28 novembre, Kaélé, Maroua, Touboro et Garoua. Convention N°02/DPGT\_IRAD (mai 2000 - avril 2001). Garoua, IRAD, 21 p.

Awono C., Havard M., 2001. Convention de service N°02/PH2/DPGT\_IRAD. Opération intégration agriculture-élevage. Travaux et résultats de la campagne 2000-2001. Garoua, DPGT/IRAD, 124 p.

Djamen Nana P., 2002. Compte-rendu de l'atelier "Le conseil de gestion au Nord-Cameroun". Animation des groupes et organisation des activités. 25-27 février 2002. Garoua, IRAD/DPGT, 19 p.

Havard M., 2000. Note de synthèse provisoire. Résultats de la campagne 1999 - 2000. Thème 4 : Appui-conseil aux exploitations agricoles. Convention de service N°01/PH2/DPGT\_IRAD, Garoua, IRAD, 23 p.

Havard M., 2003. Compte-rendu de l'atelier "Le conseil de gestion au nord-Cameroun". Les actions techniques et la gestion économique de l'exploitation agricole. 10 et 11 septembre 2002, Garoua, IRAD/PRASAC/DPGT, 13 p.



IRAD 2001. Synthèse des résultats des travaux réalisés entre mai 2000 et avril 2001. Convention de service N°03/PH2/DPGT-IRAD. Garoua, IRAD, 25 p.

IRAD 2002. Synthèse des résultats des travaux réalisés entre mai 2001 et juin 2002. Convention de service N°04/PH2/DPGT-IRAD. Garoua, IRAD, 14 p.

IRAD/PRASAC, 2002. Etude sur l'évolution des conditions paysannes de production du coton en Afrique Centrale et ses conséquences sur les stratégies des paysans. Compte-rendu de l'atelier de présentation des résultats de l'étude au Cameroun. Garoua, 27 novembre, 6 p. + 10 p. annexes.

ITRAD/PRASAC, 2003. Etude sur l'évolution des conditions paysannes de production du coton en Afrique Centrale et ses conséquences sur les stratégies des paysans. Compte-rendu de présentation des résultats de l'étude au Tchad. Moundou, 30 janvier, 10 p. + 10 p. annexes.

Legile A., Havard M., Faikréo J., Takoua S., 2003. Premier bilan du Conseil aux exploitations agricoles familiales dans la région de Guider. Activités réalisées entre le 27 mai et le 4 juillet 2003. Convention de service N°4/PH2/DPGT-IRAD. Garoua, IRAD/DPGT, 26 p.

Ousmanou D., 2003. Compte Rendu de l'Atelier d'échanges entre les animateurs de l'IRAD et les Conseillers-paysans des APROSTOC en vue de la mise en œuvre du Conseil aux Exploitations Familiales dans les APROSTOC, 18 et 19 avril 2003. Maroua, IRAD/PRASAC/DPGT, 15 p.

Ousmanou D., Havard M., 2003. Compte-rendu de l'atelier de réflexions sur la mise en œuvre du Conseil individuel au Nord-Cameroun, 5 février 2003. Garoua, IRAD/PRASAC/DPGT, 21 p.

PRASAC, IRAD, DPGT, 2000. Conseil de Gestion aux exploitations agricoles. Programme 1999-2000. Compte-rendus des ateliers de formation, programmation et bilan organisés entre novembre 1999 et septembre 2000. IRAD, Garoua, 70 p.

PRASAC, IRAD, DPGT, 2001. Conseil de Gestion aux exploitations agricoles. Programme 2000-2001. Compte-rendus des ateliers de formation, programmation et bilan organisés entre octobre 2000 et septembre 2001. IRAD, Garoua, 65 p.

## **Fiches techniques**

Havard M., Abakar O., Djonnéwa A., 2003. Exploitation agricole. Fiche technique n°1. Quelles connaissances sur ce maillon essentiel des recherches en milieu paysan ?. Garoua, Irad, Prasac, Cameroun.

Havard M., Legile A., Djamen Nana P., 2005. Le conseil aux exploitations familiales en zone de savane. Montpellier, CIRAD, 2 p.

Havard M., Njoya A., 2003. Diagnostic Global. Fiche technique n°1. Méthodes et outils pour la production de connaissances et la définition d'axes de recherche et de développement. Garoua, Irad, Prasac, Cameroun.

Mbétid-Bessane E., Havard M., Leroy J., Koye D., 2006. Les stratégies paysannes en zone cotonnière d'Afrique Centrale. Cirad, Montpellier, 2 p.

Rebuffel P., Dugué P., Havard M., Djamen N., 2006. Le conseil aux exploitations familiales en zone cotonnière africaine. Cirad, Montpellier, 2 p.

Vall E., Djamen Nana P., Havard M., 2002. Fiche Technique. Conseil à l'équipement en traction animale. PRASAC, 2 p.

## **Annexe 3. Termes de référence mission « Conseil de Gestion » ARDESAC**

### **1. Contexte**

Le projet ARDESAC « Appui à la recherche régionale pour le développement durable des savanes d'Afrique centrale » bénéficie de l'appui technique et financier de la coopération française. Son but est d'appuyer les systèmes nationaux de recherche agricole qui abordent les problématiques de développement des savanes d'Afrique centrale. Pour cela, il favorise la mise en place d'actions de recherche-développement à une échelle régionale.

Depuis 2004, date de son démarrage, un important travail de programmation a été effectué, il s'est concrétisé par le lancement de 13 programmes de recherche. Parmi ceux-ci le programme « *Dynamique des systèmes de production et accompagnement des acteurs* » (P21) est le programme clef transversal à tous les autres. Il comprend trois projets :

- P211 : Dynamiques des systèmes de production et innovations
- P212 : Adaptation et modalités de transfert du conseil de gestion au développement
- P213 : Accompagnement des organisations de producteurs

L'évaluation de la première phase du projet ARDESAC (PRASAC, 1998-2002) avait souligné les acquis importants de la composante « Conseil de gestion », notamment en matière d'impact sur le développement. Le Comité Scientifique Consultatif (Maroua, mai 2006) a constaté avec regret que le Conseil de gestion, tel que mis au point durant le PRASAC, n'était plus pris en compte dans le projet ARDESAC, ce qui risquait d'entraîner son oubli. Il encourageait donc « *les chercheurs de l'axe 2 à poursuivre les efforts d'amélioration de ce dispositif en vue de progresser davantage dans l'élaboration d'outils d'aide à la décision pour les exploitations et dans la vulgarisation agricole* ».

La présente mission s'inscrit dans ce cadre.

### **2. Objectifs**

- Faire un diagnostic de l'état de mise en œuvre du programme 2.1 et faire des propositions réalistes pour un meilleur fonctionnement.
- Faire le point des activités dans le cadre de l'accompagnement des acteurs.
- Réfléchir à la place du conseil de gestion au sein du programme 2.1 et établir les liens avec celui-ci au sein de toute la programmation scientifique d'ARDESAC, en vue notamment de mieux valoriser les acquis du PRASAC dans ce domaine.

La réflexion devra intégrer la dimension régionale du PRASAC. Le site de Garoua servira d'étude de cas.

### **3. Organisation de la mission**

La mission sera placée sous la direction de Michel Havard. A ses côtés, participeront les trois correspondants nationaux du programme 2.1 (Emmanuel Mbetid-Bessane pour la Centrafrique, Koye Djondang pour le Tchad et Joseph Wey pour le Cameroun) ainsi que André Djonewa (impliqué dans les activités de conseil de gestion au cours du projet PRASAC).

L'équipe de la mission rencontrera les acteurs du programme 2.1 (chercheurs et techniciens) et du conseil de gestion dans la zone de Garoua (Sodécoton, OPCC, PARI, etc.). Aux

rencontres institutionnelles, seront associés des rencontres de terrain pour évaluer notamment l'état des acquis et les besoins en appui en matière de conseil de gestion

#### **4. Résultats attendus**

Le rapport de mission devra intégrer :

- Un état des lieux du programme 2.1.
- Un état des lieux des acquis en matière de conseil de gestion.
- Des recommandations « réalistes » pour asseoir la dynamique « conseil de gestion » au sein d'ARDESAC.

#### **5. Calendrier indicatif**

Date	Activité
Du lundi 29 janvier	Arrivée à Garoua Rencontre de planification de la semaine
Du mardi 30 janvier au jeudi 1 <sup>er</sup> février	Rencontres institutionnelles et de terrains avec les acteurs du conseil de gestion et du programme 2.1
Vendredi 2 février	Autres rencontres Echanges avec l'animateur de l'axe 1
Samedi 3 février	Départ de Garoua



## **Annexe 4. Conseil aux exploitations agricoles familiales. Approche conseil individuel (Année 3 et plus)**

Par rapport aux années 1 et 2, orientées sur la prise de conscience, la formation et l'information des paysans afin de favoriser la réflexion et la prévision, développer la mesure et la prise de notes au travers de l'animation de groupe, cette troisième année est axée sur le diagnostic de situations individuelles ou en groupe restreint (2 à 3 personnes), l'étude de projets spécifiques aboutissant à des propositions de mise en œuvre.

Sur l'année, ce conseil se fera en plusieurs rencontres avec le paysan ou le groupe restreint de paysans. Pour la mise en œuvre de ce conseil à partir de l'année 3, il faut chercher à répondre aux demandes des paysans, c'est-à-dire que vous soyez disponibles pour les écouter et répondre à leurs attentes. Insister sur le fait qu'ils doivent venir vers vous, et non pas attendre que vous les contactiez.

Pour l'organisation des rencontres et des entretiens entre le paysan et le conseiller, comme la majorité d'entre vous ne sera pas en permanence dans les villages concernés, prévoyez à l'avance avec les paysans intéressés les jours où vous passerez, et demandez aux paysans de s'organiser en conséquence.

Pour la conduite des activités et l'organisation des rencontres sur l'année, **appuyez-vous sur le canevas ci-après et le guide ci-joint.**

### **Première partie. Diagnostic de la situation du paysan et de son (ses) projet (s)**

Il s'agit au cours d'entretiens avec le paysan de faire le point de son projet, c'est-à-dire ce qu'il compte faire et pourquoi, comment il compte s'y prendre et quelles solutions il a envisagées pour le réaliser.

Au travers de cette discussion, faire le point à la date des entretiens de la situation de son exploitation, des contraintes qu'il rencontre, de son (ses) projet (s)...

Il s'agit lors de l'entretien, en plus des informations et données chiffrées du projet, de recueillir les informations (et données chiffrées) complémentaires utiles pour le diagnostic et la mise en œuvre du projet. Ces informations et données portent sur les activités, les ressources, les besoins, les engagements, les dettes et le capital de l'exploitation (à partir du cahier Cdg du paysan s'il en a un). **Voir fiche jointe pour vous guider sur les informations utiles à collecter.** Ce guide doit servir au conseiller, mais aussi au paysan, comme support des discussions lors des entretiens ultérieurs.

Attention, les données à collecter ne sont pas celles de la campagne passée, mais celles que le paysan prévoit sur l'année à venir (entre la date de l'entretien et la même date l'année suivante). Ce sont donc des données prévisionnelles sur une année.

Pour les productions végétales, ce sont les quantités que le paysan prévoit de récolter, de consommer et de vendre, ainsi que les prix attendus pour la vente.

Pour les activités extra-agricoles, c'est une estimation des recettes (entrées d'argent moins les dépenses) attendues pour l'année à venir.

Pour les productions animales, c'est l'évolution prévisible de son cheptel, c'est-à-dire le nombre de naissances, de ventes, d'achat, de mortalités, de dons attendus et les montants des ventes qu'il faut prendre en compte.

Pour le forfait SDCC, s'il ne l'a pas encore payé, c'est une estimation des dépenses des intrants et divers qu'il a pris pour sa campagne agricole. Bien distinguer dans le forfait Sodécoton, ce qui a été pris par les femmes et les autres membres de la famille, et comment se fait ensuite la régularisation avec le chef d'exploitation. Est-ce qu'ils remboursent au chef d'exploitation et comment ?

Dans toutes les données collectées, bien différencier ce qui relève des femmes et des autres membres de la famille.

Voir aussi si les revenus des femmes et des autres membres de la famille sont utilisés, pour leurs propres besoins seulement ou bien participent-ils aussi financièrement aux activités de l'exploitation agricole.

## **Deuxième partie. Analyse des éléments recueillis et élaboration de propositions de solutions**

Dans la mesure du possible, une première analyse des éléments et données collectées doit se faire avec le paysan lors de l'entretien dans un but de formation et de participation active du paysan. Les premières propositions et recommandations issues de cette analyse sont aussi discutées lors de ce premier entretien.

A la fin de ce premier entretien, une seconde rencontre est programmée entre le conseiller et le paysan après quelques jours de réflexion. Le conseiller mettra à profit ce temps de réflexion pour refaire une analyse détaillée des données et informations recueillies afin d'affiner le diagnostic et d'élaborer d'autres propositions et recommandations. Si nécessaire, le conseiller discutera des propositions avec d'autres conseillers.

Pour l'analyse, calculez des ratios techniques (ha/actif) pour évaluer l'adéquation entre superficies et main d'œuvre disponible. Vous trouverez ci-dessous comme première références des ratios moyens calculés sur l'ensemble des exploitations des terroirs Prasac en 2000-2001 en distinguant les modalités d'utilisation de la traction animale (Tableau 1).

**Tableau 1. Les ratios (ha cultivés/actif) dans les terroirs Prasac.**

	Propriétaire TA	Locataire TA	Bouvier	N'utilise pas TA
Ensemble terroir	0,9	0,6	0,7	0,43
Mafa Kilda	1,4	0,8	0,7	0,45
Gadas	0,9	0,7	1	0,5
Figolé	0,5	0,4	0,6	0,14

Par rapport aux types d'exploitation que vous analysez, des ratios trop éloignés de ces moyennes indiquent une mauvaise adéquation entre les superficies cultivées et la main d'œuvre. Des ratios nettement supérieurs (exemple 1 ha/actif en culture manuelle) à ces moyennes indiquent trop de travail pour la main d'œuvre disponible.

Pour faire une première évaluation de la faisabilité économique du ou des projets, nous proposons de calculer la capacité d'autofinancement, c'est-à-dire ce qu'il reste comme argent pour réaliser les projets, une fois comptabilisées les recettes agricoles et non agricoles, ainsi que les dépenses agricoles, et celles de la famille (Tableau 2).

Par rapport aux types d'exploitation que nous analysons, des ratios trop éloignés de ces moyennes indiquent une mauvaise adéquation entre les superficies cultivées et la main d'œuvre. Des ratios nettement supérieurs (exemple 1 ha/actif en culture manuelle) à ces moyennes indiquent trop de travail pour la main d'œuvre disponible. le canevas ci dessus permettra un meilleur suivi

**Tableau 2. Critère taille des exploitations et la superficie cultivée par actif (ha/actif).**

Taille d'exploitation et ha/actif	< 0,5 ha/actif en cultures manuelles et < 1 ha/actif en cultures attelées	Sous utilisation de la main d'œuvre et des attelages, donc nécessité de valorisation de la force de travail
	>1 ha/actif en cultures manuelles et >2 en cultures attelées	Sur utilisation de la main d'œuvre et des attelages, donc recherche d'autres moyens de travail

**Tableau 3. Critère taille de l'exploitation et la quantité de céréales destinée à l'autoconsommation (kg/personne/an)**

0-100	l'exploitant doit revoir son assolement en augmentant les superficies de céréales pour assurer une meilleure couverture alimentaire de sa famille. Des exceptions peuvent être constatées pour les paysans ayant des revenus extra-agricoles très élevés et qui préfèrent acheter le complément de céréales avec ces revenus
100-200	l'exploitant doit réfléchir sur son assolement, et chercher en augmentant ses superficies en céréales. Soit en réduisant celles destinées aux autres cultures s'il ne dispose pas de terre ou s'il n'a pas suffisamment de main d'œuvre (ha/actif élevé), soit en augmentant la superficie cultivée de son exploitation s'il peut disposer de terres supplémentaires et de capacité de travail (main d'œuvre et équipement suffisants).
>200	le paysan a le choix de réduire sensiblement les superficies de céréales s'il manque de main d'œuvre pour se consacrer aussi aux autres cultures spéculatives, soit de maintenir et vendre le surplus de céréales

Pour faire une première évaluation de la faisabilité économique du ou des projets, nous proposons de calculer la capacité d'autofinancement, c'est-à-dire ce qu'il reste comme argent pour réaliser les projets, une fois comptabilisées les recettes agricoles et non agricoles, ainsi que les dépenses agricoles, et celles de la famille (Tableau 4).

**Tableau 4. Calcul de la capacité d'autofinancement**

Recettes	Dépenses
Ventes des cultures Vente des animaux Prêts terre Prestation main d'œuvre Prestation Traction animale	Forfait Sdcc Achat intrants (engrais, herbicides) Alimentation et soins des animaux... Location et achat de terres Main d'œuvre (salarié, sourga) Traction animale Remboursement des crédits agricoles
- Recettes revenus extra-agricoles	- Dépenses activités extra-agricoles
Marge brute des activités	
Dons perçus Intérêts sur épargne	
Revenu monétaire annuel disponible	
	Dépenses pour les petits besoins (achat sel, sucre, poisson...) Dépenses vestimentaires (habillement) Dépenses de santé Dépenses pour les fêtes Dépenses pour couvrir un déficit alimentaire Autres dépenses de consommation (achat de bil-bil)
Capacité d'autofinancement	

**Tableau 5. Critère de capacité d'autofinancement**

CA < 0	- Pas de projet d'investissement
CA de 0 à 1000	les projets d'investissements agricoles seront privilégiés mais limités (matériel agricole de fabrication artisanale, âne, pousse, brouette) ; pour des investissements plus importants, les possibilités d'association et de crédits seront recherchées
CA de 1000 à 3000	les projets d'investissements agricoles demeurent prioritaires (matériel agricole, bœuf de trait,...), mais les projets d'investissements non agricoles sont possibles, mais limités. L'exploitant est amené à faire une juste répartition de la capacité d'autofinancement entre ces projets.
CA > 3000	les projets d'investissements agricoles et non agricoles peuvent être envisagés par l'exploitant qui doit adapter ses besoins aux ressources disponibles.

### **Troisième partie. Discussions des propositions avec le paysan**

Lors de la seconde rencontre entre le paysan et le conseiller, le projet sera rediscuté en prenant en compte les nouvelles propositions du paysan et du conseiller.

Si le paysan le souhaite, certaines propositions seront analysées plus en détail, c'est-à-dire qu'une évaluation plus précise des coûts et des contraintes sera réalisée afin de donner plus d'éléments au paysan pour prendre ses décisions.

### **Quatrième partie. Suivi de l'exploitation**

L'exploitation sera ensuite suivie par le conseiller pendant l'année (2 ou 3 rencontres avec le paysan à la demande de ce dernier) afin de discuter des réalisations par rapport aux prévisions et des ajustements effectués et à envisager.

### **Cinquième partie. Bilan annuel**

Lors de la dernière rencontre de l'année, qui correspondra à la première rencontre de la nouvelle année de conseil si le paysan souhaite continuer, le conseiller et le paysan feront le bilan du (ou des) projet(s) de l'année écoulée, avant de rediscuter des projets de la nouvelle année.

**Canevas collecte information et données d'exploitation**

Nom paysan	Prénom
Village	

**Description du(des) projet(s) de l'exploitant**

Type de projets	Catégorie	
Projet N° 1 :	Extension surface	Réduction surface
	Investissement agricole	Activités non agricoles
Projet N°2 :	Extension surface	Réduction surface
	Investissement agricole	Activités non agricoles
Projet N°3:	Extension surface	Réduction surface
	Investissement agricole	Activités non agricoles
Projet N°4 :	Extension surface	Réduction surface
	Investissement agricole	Activités non agricoles
Projet N°5 :	Extension surface	Réduction surface
	Investissement agricole	Activités non agricoles
Projet N°6	Extension surface	Réduction surface
	Investissement agricole	Activités non agricoles
Projet N°7	Extension surface	Réduction surface
	Investissement agricole	Activités non agricoles

Par type de projet, nous entendons par exemple : augmentation des superficies en coton ; achat d'un vélo ; réfection d'une maison ; réduction des superficies en maïs...

Par catégorie de projet, étant donné que la majorité sont des agriculteurs, nous distinguons les projets qui touchent la terre (les superficies), ceux qui touchent le capital agricole (investissement agricole), et ceux qui touchent le capital et les activités familiales non agricoles (investissement non agricole : achat moto, réfection maison, et activités familiales exceptionnelles : mariage, voyages...)

Pour chaque type de projet, appuyez-vous sur le canevas ci-dessous, et utiliser des feuilles de blocs notes pour recueillir les informations sur les différents projets des exploitants.

## **Projet N° :**

### **Descriptif détaillé du projet**

#### **Type de projet :**

Achat de deux bovins de trait

Objectif (Pourquoi le faire ? Pour quelles raisons ?) : il s'agit surtout de voir si le ou les projets vont amener des changements importants dans l'exploitation.

Augmenter mes superficies et mes revenus

Assurer la scolarité de mes enfants

#### **Comment réaliser le projet :**

C'est-à-dire quels moyens, quelles solutions le paysan comptent retenir et mettre en œuvre ? Comment il va faire et pourquoi ces solutions ?

#### **Période prévue de réalisation :**

Mars 2004 à la vente du coton

#### **Montant du projet**

200 000 Fcfa

#### **Moyens disponibles (les lister, ainsi que les montants et à quels moments ?).**

Vente coton : 120 000 Fcfa

Vente deux chèvres : 12 000 Fcfa

Maconnerie : 30 000 Fcfa

Moyens à trouver (Montant, Où, comment ?)

Reste à trouver :  $200\,000 - 162\,000 = 38\,000$  Fcfa

Prêt à un ami : 25 000 fcfa

Maconnerie : 15 000 fcfa

Alternatives envisagées (solutions de remplacement)

Achat un seul bœuf et association avec un ami

#### **Prendre en compte les changements introduits par le projet dans l'exploitation**

Nous entendons par là, discuter avec le paysan des changements que va provoquer la réalisation de son ou ses projets dans le fonctionnement de son exploitation. Il doit donc déjà se préparer pour intégrer plus facilement les changements.

Les exemples donnés ci-dessous sont donnés à titre indicatif pour vous aider dans la réflexion.

#### **Augmentation des superficies**

Si le projet se traduit par une augmentation des superficies cultivées, quelles cultures aller vous cultiver en plus et pourquoi ?

Par exemple, maïs pour augmenter la production de céréales, et mieux couvrir l'alimentation de la famille, mais aussi un peu de coton pour avoir un peu plus de revenu..

Comment va-t-il faire pour l'augmentation des besoins en main d'œuvre aux opérations de sarclage, de buttage, et de récolte ? Comment avez-vous estimé ces besoins ? Est-ce que ce sera suffisant ?

Je pense faire des labours chez des paysans non équipés, et en échange, ils viendront travailler comme manœuvre quelques jours chez moi. Si ce n'est pas suffisant, je pense payer quelques manœuvres pour quelques jours (il y en a dans le village voisin qui cherchent des petits travaux en saison des pluies).

### **Introduction de l'élevage bovin**

Avec une paire de bœufs, j'introduis l'élevage dans mon exploitation, alors qui va s'en occuper ? C'est-à-dire qui va les nourrir, les abreuver ?

Au champ qui va les utiliser ? Combien de personnes prévoyez-vous ?

En saison sèche, si vous les gardez à la maison, comment allez-vous les nourrir, avec des résidus de culture alors il faut en récolter, et comment allez-vous les transporter du champ à la maison. Et le tourteau, comment allez-vous faire pour en avoir ?

Combien de temps pensez-vous utiliser les bœufs ? Avez-vous déjà pensé à les vendre dans 2 ou 3 ans quand ils seront en état ?

### **Augmentation du revenu et des dépenses**

Avec le paysan, il faut essayer de quantifier les augmentations de revenus et des dépenses, afin que déjà il réfléchisse comment il va les utiliser, ou comment faire si les dépenses sont supérieures aux recettes.

Cette acquisition d'animaux de trait va vous permettre de moins dépenser pour les travaux, et même peut-être de gagner un peu d'argent avec la location de l'attelage. Comment pensez-vous utiliser cet argent supplémentaire ?

Attention, car les bœufs occasionnent aussi des dépenses : alimentation (tourteau surtout), mais aussi santé (maladie). Ne pas les oublier dans les calculs

## Collecte des données (Conseil aux exploitations agricoles familiales. Année 3)

Date passage		Conseiller				N° exploitation			
Age paysan				Sexe		Homme		Femme	
Années CE				Année mariage					
Scolarisé		Niveau		Alphabétisé		Langue			
Nombre personnes à nourrir				Nombre actifs (+ 12 ans)					
Superficie totale				Charges/recettes		Utilisation superficie totale			
En propriété				Achat		en jachère			
En location				Charge Locatives		En friche			
En prêt				Recettes prêts		Cultivée			
Utilisation traction animale									
Propriétaire		Locataire		Bouvier		Non utilisateur			
Activité principale du CE									

### 1. Les Productions et les activités

Productions végétales. Données de la campagne en cours							
Cultures	Responsable	Sup. (q)	Production (sac, kg)	Auto-Consommation	Vente	Prix unitaire	Montant total

Productions animales (y compris animaux de trait)							
Animaux	Variations d'effectifs sur un an						Montant Ventes
	Effectif Passage 1	Naissance	Achat	Pertes dons	Ventes	Effectif dans 1an	



Activités extra-agricoles CE et membres de l'exploitation				
Type activité	Responsabl	Période	Bénéfice	Utilisation

Travail dans d'autres exploitations (main d'œuvre, entraide, traction animale)						
Travaux	Entraide	Sourga	TA	Recettes MO	Recettes TA	Total

Remboursement des dettes et prêts des tiers envers le paysan						
Organisme	Objet	Date octroi	Montant	Durée	Remboursement	date

## 2. Charges et dépenses agricoles diverses

Forfait Sodécoton année en cours				
Produits	CE / Membres	Quantité	Prix unitaire	Montant total

Estimation hors crédit Sdcc du coût des intrants (semences, engrais, herbicides, fongicides, insecticides) et des dépenses pour les animaux (soins, aliments, gardiennage)				
Type intrants	Cultures/animaux	Quantité (l, sac, kg...)	Prix unitaire	Montant

Utilisation de main d'œuvre (entraide, salariée, sourga) et d'attelages dans l'exploitation						
Travaux	Entraide	Sourga	TA	Coûts MO	Coûts TA	Total

Dettes et crédits du paysan envers des tiers (hors crédit Sdcc)						
Organisme	Objet	Date octroi	Montant	Durée	Montant à rembourser 2002-2003	date

### 3. Les dépenses familiales

Besoins et dépenses prévus sur l'année à venir (famille)			
Dépenses obligatoires	Période	Montant	Solution
Dépenses pouvant être reportées	Période	Montant	Solution

### 4. Capital d'exploitation

Matériel agricole et équipements divers (motos, vélos...) (à la date de l'enquête)				
Type matériels	Année acquisition	Origine	Montant	Valeur actuelle

Animaux d'élevage (cheptel)			
Type animaux	Nbre passage 1	Valeur moyenne	Valeur totale (VT)

Epargne disponible		
Organisme/personnes	Lieu	Montant

## 5. Quantification (effectifs, superficies, montant) des projets du paysan

Evolution de l'assolement						
N° projet	Cultures	Sup (q) 2002	Sup. (q) 2003	Sup 2002 – Sup. 2003	Coûts (location, achat terre)	Observations

Achat animaux d'élevage et de trait				
Projet n°	Type animaux	Nombre	Prix moyen	Montant total

Achat matériel agricole (y compris pousse, pulvérisateur)				
Projet n°	Type matériels	Nombre	Prix moyen	Montant total

Autres achats et dépenses importantes (moto, vélo, réparation maison)				
Projet n°	Types achat/dépenses	Nombre	Prix moyen	Montant total

## 6. Bilan Economique

Estimation Bilan Recettes/dépenses CE		Octobre 2002 – octobre 2003	
Recettes activités		Dépenses activités	
Ventes Productions végétales		Forfait Sdcc	
Vente animaux		Achats intrants directs	
Travail chez d'autres paysans		Aliments et soins animaux	
Prêts des terres		Main d'œuvre et attelages	
Remboursst prêts et dettes		Dettes et crédits	
Bénéfice activités extra-agricoles		Location des terres	
Dons perçus		Achat des terres	
Intérêts sur épargne			
Total recettes activités (RA)		Total dépenses activités (DA)	
Revenu monétaire disponible = RA – DA =			
		Dépenses familiales obligatoires	
		Dépenses familiales reportables	
Total Ensemble recettes (RB)		Total ensemble dépenses (DB)	
Capacité d'autofinancement = RB – DB =			

Bilan Recettes/dépenses Autres membres		Octobre 2002 – octobre 2003	
Recettes activités		Dépenses activités	
Ventes Productions végétales		Forfait Sdcc	
Vente animaux		Achats intrants directs	
Travail chez d'autres paysans		Aliments et soins animaux	
Prêts des terres		Main d'œuvre et attelages	
Remboursst prêts et dettes		Dettes et crédits	
Bénéfice activités extra-agricoles		Location des terres	
Dons perçus			
Intérêts sur épargne			
Total recettes activités (RA)		Total dépenses activités (DA)	
Revenu monétaire disponible = RA – DA =			
		Dépenses familiales obligatoires	
		Dépenses familiales reportables	
Total Ensemble recettes (RB)		Total ensemble dépenses (DB)	
Capacité d'autofinancement = RB – DB =			

## 7. Bilan économique pour la réalisation des projets

Capacité autofinancement et capital		Coût des projets	
Capacité autofinancement		Projet n°1	
Valeur matériel agricole et divers		Projet n°2	
Valeur animaux d'élevage		Projet n°3	
Epargne disponible		Projet n°4	
		Projet n°5	
		Projet n°6	
		Projet n°7	

## **Annexe 5. Module 1: Contrat de production agricole (Mbétid-Bessane E., Nzango J., Vopeyande M.B.)**

**Entre l'Organisation de producteurs :** .....

Village : ..... Commune : .....

Sous-préfecture : ..... représentée par son ..... d'une part,  
Et

**Le Partenaire :** .....

.....

représenté par son ..... d'autre part ;

il est convenu de procéder à un contrat de production de .....

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'organisation de producteurs accepte de produire ..... kg de .....  
de variété ..... pour le compte de ..... au  
titre de la campagne agricole 200 ... / 200 .... et de vendre à un prix de ..... FCFA/kg.

### **Article 2 :**

L'organisation de producteurs s'engage à :

- Informer son partenaire de la disponibilité du produit et du lieu de stockage ;
- Garantir la qualité de la production ;
- Fournir la production convenue à l'article 1<sup>er</sup> du présent contrat ;

### **Article 3 :**

Le partenaire s'engage à :

- Fournir à l'organisation de producteurs les emballages nécessaires au conditionnement de la production ;
- Acheter la production conformément à l'article 1<sup>er</sup> du présent contrat (quantité et prix) ;
- Enlever immédiatement la production.

### **Article 4 :**

Si l'Organisation de producteurs a bénéficié d'un crédit de campagne octroyé par le partenaire, il remboursera la valeur de ce crédit au moment de l'achat de la production.

### **Article 5 :**

En cas de refus de vente de la production au partenaire, l'Organisation de producteurs est susceptible de poursuite judiciaire.

### **Article 6 :**

En cas de refus d'achat de la production pour des raisons non fondées, le partenaire est susceptible de poursuite judiciaire.

### **Article 7 :**

Le présent contrat prend effet à compter de la date de sa signature par les deux parties et prend fin au versement de la valeur de la production à l'Organisation de producteurs. Il peut être révisé ou résilié à la demande de l'une des parties

Fait à ....., le ...../...../ 200.....

Pour l'Organisation de producteurs

Pour le Partenaire

## **Annexe 6. Module 2 : Contrat de commercialisation de poissons (Mbétid-Bessane E., Nzango J., Vopeyande M.B.)**

**Entre l'Organisation de producteurs :** .....

Village : ..... Commune : .....

Sous-préfecture : ..... représentée par son .....d'une part,  
Et

**Le (a) commerçant(e):**.....

.....

représenté(e) par ..... d'autre part ;

il est convenu de procéder à un contrat de commercialisation de .....

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'organisation de producteurs accepte de fournir ..... kg de poissons  
(.....) pour le compte de ..... par période de  
..... jours et au prix de ..... FCFA/kg.

### **Article 2 :**

L'organisation de producteurs s'engage à :

- Informer son partenaire de la disponibilité du produit et du lieu de stockage ;
- Garantir la qualité de la production ;
- Fournir la production convenue à l'article 1<sup>er</sup> du présent contrat ;

### **Article 3 :**

Le partenaire s'engage à :

- Enlever immédiatement la production conformément à l'article 1<sup>er</sup> du présent contrat ;
- Payer l'Organisation de producteurs conformément à l'article 1<sup>er</sup> du présent contrat.

### **Article 4 :**

Si l'Organisation de producteurs a bénéficié d'une avance faite par le partenaire, il remboursera la valeur de cette avance au paiement de la production.

### **Article 5 :**

En cas de refus de la fourniture de la production au partenaire pour des raisons non fondées, l'Organisation de producteurs est susceptible de poursuite judiciaire.

### **Article 6 :**

En cas de refus de paiement de la production, le partenaire est susceptible de poursuite judiciaire.

### **Article 7 :**

Le présent contrat prend effet à compter de la date de sa signature par les deux parties et prend fin à la fermeture de la pêche. Il peut être révisé ou résilié à la demande de l'une des parties.

Fait à ....., le ...../...../ 200.....

Pour l'Organisation de producteurs

Pour le (a) commerçant (e)



Il faudrait enregistrer le numéro du bordereau d'expédition. Au cas où il n'y a pas de bordereau, mettre S.B (sans bordereau). Après annotation, l'exemplaire du bordereau à conserver est à classer par catégorie d'article.

QUANTITE : On marque la quantité reçue : en utilisant l'unité de mesure officielle ; en alignant dans les entrées successives le chiffre des unités, des dizaines, des centaines, des milliers, etc. pour une lecture facile et une récapitulation sans erreur.

<b><u>FAIRE :</u></b>	<b><u>NEPAS FAIRE :</u></b>
1.000	1000
500	500 kg
2.800	2800
13.000	13000
10.200	10200 kg

Dès que l'écriture ENTREE est passée, on ajuste la colonne STOCKS.

COLONNE SORTIE : elle est utilisée pour enregistrer ce que l'on expédie ou l'on distribue.

DESTINATION : indiquer la destination de l'article que l'on expédie. On peut avoir 3 sortes de sorties :

1°/ Sortie normale pour distribution

2°/ Sortie pour pertes ou avaries : elle est utilisée dans les cas de perte ou avaries au transport, déchargement, stockage. Exemple :

Au moment du déchargement d'un camion d'engrais, on constate que 2 sacs sont éventrés et répandus. On doit effectuer une sortie en libellant ainsi la colonne « DESTINATION ».

PERTE AU TRANSPORT : 100 kg

Chaque fois que c'est possible, il faut reconditionner. Dans ce cas précis, si on peut récupérer 1 sac complet, il faudrait passer une écriture dans la colonne ENTREE.

RECONDITIONNEMENT : 50 kg

3°/ Sortie pour transfert : elle est utilisée dans le cas de déplacement d'un article du magasin à un autre.

QUANTITE : Marquer la quantité expédiée ou distribuée.

COLONNE STOCKS : c'est la différence entre les ENTREES et les SORTIES. Cette colonne doit être obligatoirement et immédiatement ajustée après chaque mouvement ENTREE – SORTIE. Les nombres sont inscrits de la même façon que ceux de la colonne QUANTITE.

### **CLOTURE D'UNE FICHE DE STOCKS :**

Lorsqu'une fiche est terminée, on récapitulera les quantités ENTREES et les quantités SORTIES. La différence doit correspondre au stock qui sera repris en cas d'ouverture d'une nouvelle fiche. Le stock sera inscrit dans la colonne STOCKS de la 1<sup>ère</sup> ligne de la nouvelle fiche avec la mention suivante, inscrite dans la colonne PROVENANCE :

### **REPORT DE STOCKS DE LA FICHE N° .**

**Remarques** : Ne doivent être enregistrées en ENTREE que les quantités réellement fournies même si le bordereau fait apparaître une quantité différente en plus ou en moins. Dans ce cas, la différence doit être mentionnée sur le bordereau.